

**LISTE DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES SOUMISES AU NOUVEAU
PRINCIPE « SILENCE VALANT ACCEPTATION »**

CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Admission à l'aide sociale dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale et les centres d'accueil pour demandeurs d'asile	intérieur	1 mois
Agrément des statuts et règlement intérieur de l'union nationale des associations familiales	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Délivrance d'une carte de stationnement pour personnes handicapées	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'un groupement de coopération sociale ou médico-sociale à assurer directement l'exploitation de l'autorisation ou de l'agrément au titre de l'article L. 7232-1 du code du travail appartenant à l'un de ses membres	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Habilitation des organismes d'évaluation des Etablissements et services sociaux ou médico-sociaux	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des conventions collectives de travail, conventions d'entreprise ou d'établissement et accords de retraite applicables aux salariés des établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Accord sur les décisions suivantes applicables dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux : 1° emprunts dont la durée est supérieure à un an, 2° programmes d'investissement et leurs plans de financement et, 3° décisions modificatives concernant les prévisions de charges ou de produits	Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	2 mois

Autorisation de réouverture d'une structure d'accueil d'adultes après fermeture régulièrement prononcée	Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes	3 mois
Accord sur les décisions d'admission dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile et de sortie de ce centre prises par le gestionnaire dudit centre	Ministère des affaires sociales et de la santé	15 jours
Autorisation à porter le titre ou occuper un emploi d'assistant de service social accordée aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, à une convention internationale ou un arrangement en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Agrément des personnes physiques qui exercent à titre individuel et habituel les mesures ordonnées par l'autorité judiciaire en application de l'article 375-9-1 du code civil	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Agrément des espaces de rencontre	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Labellisation des centres d'éducation de chiens d'assistance et des centres d'éducation de chiens guides d'aveugle ou le cas échéant des organismes gestionnaires desdits centres	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Approbation des décisions budgétaires modificatives dont le financement suppose une révision du tarif de l'exercice	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours
Admission à l'aide sociale des personnes accueillies en centre d'hébergement et de réinsertion sociale	Ministère des affaires sociales et de la santé	1 mois

CODE DES ASSURANCES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Approbation du transfert du siège social d'une entreprise d'assurance constituée sous forme de société européenne ou création d'une société	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

européenne par voie de fusion		
Affiliation, retrait ou exclusion d'un organisme d'assurance à une société de groupe d'assurance ou société de groupe d'assurance mutuelle (SGAM)	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Transfert de portefeuilles de sociétés d'assurance et de réassurance	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Transfert de portefeuilles entre sociétés européennes, par entreprises d'assurance	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Organismes d'assurances : Substitution d'unités de comptes immobilière	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Entreprises d'assurance et de réassurance (autorisation de changement des statuts)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation préalable de modification du traité de réassurance par les sociétés d'assurance mutuelle (SAM) adhérant à une union de sociétés d'assurance mutuelles	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisations préalables des sociétés ou caisse d'assurance ou de réassurance mutuelles agricoles	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Changements de dirigeants des organismes d'assurance	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Modification de la répartition du capital (prise ou augmentation de participation)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	Soixante jours ouvrables, d'une possibilité d'une suspension qui ne peut excéder vingt jours ouvrables mais peut être portée à trente jours ouvrables : si le candidat acquéreur est établi hors de l'Union européenne ou relève d'une réglementation non communautaire ; ou si le candidat est une personne qui n'est pas

		soumise à une surveillance
Modification de la répartition du capital (cession de participation)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	soixante jours ouvrables
modification de la répartition du capital (cession de participation)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	soixante jours ouvrables
Autorisation de changement de modalités de gestion de la branche d'assurance de protection juridique	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	1 mois
Autorisation pour les entreprises d'assurance d'utilisation de méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les entreprises relative à la dispense d'application de la méthode règlementaire pour le calcul du cout des sinistres non manifestés	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les organismes d'assurance relative au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Acceptation des experts pour la réalisation d'expertise quinquennale pour établir la valeur réalisation des immeubles détenus par les organismes d'assurances	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Visa préalable pour les sociétés d'assurance relatif au dépôt ou à l'inscription en compte des actifs à la caisse des dépôts et consignations ou à la Banque de France	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les organismes d'assurance d'assurances d'utiliser des instruments financiers à terme	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation de remboursement des titres subordonnés remboursables (TSR) t des titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) à des entreprises d'assurance	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	6 mois
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des entreprises d'assurance	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation relative à l'émission des titres subordonnés des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance et de leurs unions :	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois

Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les entreprises d'assurance	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Dérogation relative à l'exercice comptable des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance et de leurs unions	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

CODE DE L'AVIATION CIVILE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation spéciale d'établissement, en dehors des zones grevées de servitudes de dégagement, d'installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et ministère de la défense	2 mois
Agrément d'un prestataire de services d'assistance en escale, ou s'un sous-traitant d'un tel prestataire sur les aéroports dont le trafic annuel est supérieur à 200 000 pax ou à 20 000 tonnes de fret	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Approbation de programmes d'exploitation de services aériens de transport public intracommunautaires par des transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation communautaire	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	15 jours
Homologation des tarifs de passagers et de leurs conditions d'application proposés par des transporteurs non communautaires ou pour des services aériens extracommunautaires	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	15 jours

CODE DU CINEMA ET DE L'IMAGE ANIMEE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'exercice de la profession d'exploitant d'établissement de spectacles cinématographiques	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation préalable à l'exploitation d'un établissement commercial	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Permettre de bénéficier des avantages de la qualification de ciné-clubs	Ministère de la culture et de la communication	2 mois

Dérogation à l'interdiction, pour les associations et groupements à but non lucratif, de réaliser plus de six séances de représentation d'œuvres cinématographiques de longue durée	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'organisation d'une séance de spectacle cinématographique en plein air	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exercice de la profession d'exploitant d'établissement de spectacles cinématographiques	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation préalable à l'exploitation d'un établissement commercial	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Agrément préalable d'un groupement ou d'une entente de programmation	Ministère de la culture et de la communication	3 mois
Homologation des engagements de programmation souscrits par les groupements ou ententes de programmation et des propositions d'engagements de programmation souscrits par les exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques	Ministère de la culture et de la communication	3 mois
Agrément d'une formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples	Ministère de la culture et de la communication	3 mois
Dérogation à l'interdiction de délivrer des billets imprimés en dehors des guichets des établissements de spectacles cinématographiques	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Homologation des systèmes informatisés de billetterie d'établissement de spectacles cinématographiques	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Dérogation à l'interdiction, pour les associations et groupements à but non lucratif, de réaliser plus de six séances de représentation d'œuvres cinématographiques de longue durée	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Habilitation des ciné-clubs à diffuser la culture par le cinéma	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Homologation de la renonciation à la spécialisation d'une salle d'un établissement de spectacles cinématographiques dans la représentation d'œuvres cinématographiques à caractère pornographique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois

CODE CIVIL

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Modification de l'état civil ou mention du nom d'usage sur un diplôme	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

CODE DE COMMERCE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Inscription sur la liste des administrateurs judiciaires (personnes physiques ou morales)	Ministère de la justice	12 mois
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des mandataires judiciaires (personnes physiques ou morales)	Ministère de la justice	12 mois
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude aux fonctions de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur les listes des commissaires aux comptes par les commissions régionales d'inscription	Ministère de la justice	12 mois

Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Autorisation de subir les épreuves de l'examen d'aptitude au cours des trois derniers mois de stage (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	2 mois
Dispense de stage et d'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Dispense de diplôme et d'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Honorariat pour les greffiers de tribunal de commerce	Ministère de la justice	4 mois
Dispense partielle de stage (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Dispense partielle de stage et de certaines épreuves de l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Ministère de la justice	4 mois
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession d'administrateur judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Retrait de la liste nationale des administrateurs judiciaires	Ministère de la justice	4 mois
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Retrait de la liste nationale des mandataires judiciaires émanant du professionnel lui-même	Ministère de la justice	4 mois
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel de mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Honorariat d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Autorisation d'ouverture d'un bureau annexe d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois

Transfert du domicile professionnel d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur la liste des administrateurs judiciaires (personnes physiques ou morales)	Ministère de la justice	12 mois
Inscription sur la liste des mandataires judiciaires (personnes physiques ou morales)	Ministère de la justice	12 mois
Reconnaissance de l'équivalence de diplôme étranger pour être admis à passer l'examen d'accès à la profession de commissaire aux comptes	Ministère de la justice	2 mois
Reconnaissance de l'équivalence de diplôme français pour être admis à passer l'examen d'accès à la profession de commissaire aux comptes	Ministère de la justice	2 mois
Dispense de stage professionnel	Ministère de la justice	4 mois
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Ministère de la justice	4 mois
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat non membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Ministère de la justice	4 mois
Inscription sur les listes des commissaires aux comptes par les commissions régionales d'inscription	Ministère de la justice	12 mois
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Ministère de la justice	4 mois
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat non membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Ministère de la justice	4 mois
Dispense de stage professionnel	Ministère de la justice	4 mois

CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Dérogation aux équipements bâtiments tertiaires en recharge des véhicules électriques et en garage à vélos en cas d'impossibilité technique ou de contraintes.	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Autorisation accessibilité logements temporaires	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	?
Autorisation de travaux dans un immeuble de grande hauteur	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Agrément d'un nouvel organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'ingénierie sociale, financière et technique	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Agrément ADIL	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Agrément de la transformation d'une société anonyme coopérative en société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois
Autorisation de toute augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois

Autorisation de vente de l'ensemble des lots au locataire avant 10 ans dans le cadre des SCIAPP	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Décision du représentant de l'État dans le département, après avis de la commune consultée qui dispose de deux mois pour répondre, sur une demande d'aliénation de logements sociaux par un organisme HLM	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	
Autorisation d'aliéner des logements sociaux par un organisme d'habitations à loyer modéré en cas de désaccord entre la commune consultée et le préfet	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	6 mois
Autorisation d'aliéner des logements vacants par un organisme d'habitation à loyer modéré	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Autorisation de démolir un bâtiment à usage d'habitations appartenant à un organisme HLM	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Dérogation au précâblage des locaux professionnels	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Dérogation pour un projet de surélévation d'habitation	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	?
Agrément des dispositifs ou dispositions constructives non prévus par la réglementation sécurité incendie des bâtiments d'habitation	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Dérogation au pré-câblage des bâtiments groupant plusieurs logements ou à usage mixte	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois

Autorisation de dérogation à l'équipement des habitations en ascenseur	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois
Autorisation de dérogation à certaines règles d'hygiène et sécurité des habitations	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Dérogation à la desserte téléphonique de chacun des logements lorsque des caractéristiques techniques et économiques de chacun des logements le justifient	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Autorisation de dérogation aux règles d'accessibilité applicables aux bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et aux bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois
Autorisation de travaux de construction d'aménagement, ou de modification d'un ERP (sécurité et accessibilité) autre que de 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} catégorie	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	
Autorisation d'ouverture d'un ERP autre que 1 ^{ère} ou 2 ^{ème} catégorie	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Agrément d'un projet de construction spécifique au regard de la méthode de calcul des exigences de performance énergétique de la réglementation thermique 2012	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois
Agrément d'un référentiel de démarche de qualité de l'étanchéité à l'air d'un bâtiment et, éventuellement, des réseaux aérauliques	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Arrêté de changement de collectivité de rattachement, changement d'appellation et fusion de plusieurs OPH	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois

Autorisation de transférer les réserves des sociétés anonymes coopératives de production	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Renouvellement d'agrément des SA HLM	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Autorisation de transférer les réserves des sociétés anonymes coopératives HLM de location-attribution	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Approbation des statuts des sociétés anonymes coopératives HLM de location-attribution	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Admission des SCP HLM au bénéfice de l'article L. 431-1 lors de leur première demande d'avance	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois
Agrément d'une association de défense des personnes en situation d'exclusion	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Agrément d'une résidence hôtelière à vocation sociale	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois
Autorisation de déroger à certaines règles de performances techniques sur le bâtiment ou tout ou partie des logements d'une résidence hôtelière à vocation sociale	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	3 mois

CODE DE LA DEFENSE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
---------------------	-----------	-----------------------------------

Accord d'exécution d'un transport de matières nucléaires autres que celles de la catégorie I et II, s'agissant des transports en provenance ou à destination de l'étranger de matières nucléaires intéressant la défense nationale déposée par un opérateur titulaire de l'autorisation prévue à R 1333-3	Ministère de la défense	14 jours
Suppression des installations nouvelles établies par l'Etat sur un navire réquisitionné.	Ministère de la défense	2 mois
Adhésion en qualité de membres au Cercle national des armées, s'agissant des conjoints d'officiers, de sous-officiers ou d'officiers marinières décédés ou des conjoints de personnels civils décédés de rang équivalent.	Ministère de la défense	2 mois
Nomination en qualité de membres de l'Académie de Marine	Ministère de la défense	2 mois

CODE DES DOUANES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Statut d'entrepôt agréé	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Statut de destinataires enregistrés	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Statut de destinataires enregistrés à titre occasionnel	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Statut d'expéditeur enregistré	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Agrément spécial en vue de la francisation sur la base d'une charte d'affrètement coque nue d'un navire qui ne répond pas aux conditions de propriété de l'article 219 I.2 du code des douanes	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Francisation des navires	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Délivrance du passeport aux navires battant pavillon étranger	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois

Autorisation pour le fournisseur de mettre à la consommation ou de verser sur le marché intérieur, en exonération de la taxe intérieure de consommation, certains produits, qui notamment par leurs usages spécifiques ne sont pas susceptibles de pouvoir être utilisés comme carburant combustible de chauffage	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation accordée à des utilisateurs pour recevoir et utiliser les produits pétroliers bénéficiant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits énergétiques pour un usage autre que ceux de carburant et combustible de chauffage	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation accordée à des distributeurs de réceptionner, stocker, manipuler et distribuer les produits pétroliers bénéficiant de l'exonération de la taxe intérieure de consommation pour un usage autre que ceux de carburant et combustible de chauffage	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) destinés à la production d'électricité)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décision d'identification des utilisateurs permettant de recevoir et utiliser des produits énergétiques, en exonération de TICPE, destinés à la production d'électricité	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exemption de de TICPE, qui sont destinés à un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exemption de TICPE, qui sont à un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation d'utiliser du carburacteur aéronautique exonéré de TICPE (attestation d'identification et autorisation expresse pour usages dérogatoires)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois

Autorisation (et dérogation) (attestation d'identification et autorisation expresse pour usages dérogatoires) pour l'utilisation des essences et du gazole, ainsi que des produits pétroliers, destinés à l'avitaillement des navires	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation de constitution de dépôt spécial d'avitaillement des navires	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation de constitution d'un stockage à terre (stockage spécial de carburants maritimes)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Création et modification des autorisations de dépôts spéciaux de carburants d'aviation (DSCA)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Création et modification des autorisations de stockages spéciaux de carburant d'aviation (SSCA)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décision de fermeture des entrepôts fitifs pour compte d'autrui (EFCA), DSCA et SSAC	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Attestation d'identification pour bénéficiaire du régime fiscal privilégié du carburant affecté au transport fluvial de marchandises	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Octroi, modification et renouvellement des autorisations de constitution de dépôts spéciaux de carburant fluvial (DSCF)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Fermeture des DSCF	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
agrément des dispositifs de sélection et autorisation d'utilisation de gazole non routier dans un moteur assurant alternativement la propulsion du véhicule et le fonctionnement d'appareils spéciaux	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Agrément des systèmes de dénaturation automatique de produits énergétiques (gazole en fioul domestique ou en gazole non routier, etc.).	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois

CODE DE L'ÉDUCATION

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Inscription (y compris après équivalence de diplôme) dans un établissement d'enseignement supérieur public dans une formation diplômante (non sélective)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Inscription dans un autre établissement public d'enseignement supérieur public d'un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur pour y acquérir une formation différente	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Première inscription en 1ère année à l'université	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Première inscription d'étudiants étrangers non ressortissants de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ou de la Confédération helvétique en 1ère année de licence	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	7 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études supérieures pour la délivrance d'un diplôme	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'un diplôme	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études, d'expériences professionnelles et d'acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne doit valider sa formation en médecine	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Changement de discipline dans la subdivision dans laquelle l'interne en médecine est affecté "Exercice au droit au remord"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Validation d'expérience en vue de la délivrance d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires en médecine du groupe I	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	6 mois
Dérogation au nombre de stages effectués dans un même laboratoire par un interne en pharmacie	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne en pharmacie doit valider sa formation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne en odontologie doit valider sa formation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation à la limitation du nombre d'inscriptions à l'examen d'admission aux études d'audioprothésiste	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Recevabilité de la candidature en vue de la délivrance du diplôme d'ingénieur diplômé par l'Etat	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du diplôme supérieur d'arts appliqués	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	
Redoublement dans le cadre de la formation conduisant au diplôme supérieur d'arts appliqués	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Décision de positionnement qui fixe la durée de la formation requise pour le brevet de technicien supérieur d'un candidat de la formation continue	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du brevet de technicien supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense d'unités constitutives en vue de la délivrance du brevet de technicien supérieur pour un candidat titulaire de certains titres et diplômes ou justifiant de l'obtention de certaines unités ou du bénéfice de certaines épreuves d'un diplôme dans la limite de leur validité	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Habilitation d'un centre de formation d'apprenti ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le brevet de technicien supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 mois
Autorisation de passer l'examen du brevet de technicien supérieur en forme progressive à un candidat relevant d'un statut autre que scolaire ou apprenti	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure au brevet de technicien supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Habilitation d'un établissement à dispenser une formation conduisant au diplôme des métiers d'art	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Admission en formation d'un candidat justifiant d'acquis professionnels ou ayant suivi une formation en relation avec la spécialité du diplôme des métiers d'art préparée	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Redoublement dans le cadre de la formation conduisant au diplôme national des métiers d'art	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du diplôme national des métiers d'art	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Reconnaissance des établissements privés dispensant des enseignements artistiques	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Dispense de l'examen d'aptitude technique et reconnaissance d'équivalence d'unités de valeur pour la formation préparatoire au diplôme d'état de professeur de danse	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse et reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Habilitation à dispenser la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Reconnaissance de qualifications professionnelles en vue du libre établissement pour exercer la profession de professeur de danse en France	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Dispense de l'obtention du diplôme d'Etat de professeur de danse au titre de l'exercice de l'enseignement de la danse pendant plus de trois ans au 11 juillet 1989	Ministère de la culture et de la communication	3 mois
Équivalence de certains diplômes nationaux ou étrangers avec le diplôme d'état d'enseignement du théâtre	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Reconnaissance des établissements privés dispensant des enseignements artistiques	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Orientation d'un élève dans un établissement scolaire français à l'étranger	Ministère des affaires étrangères et du développement international	2 mois
Inscription dans une école en dehors du secteur scolaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 mois

Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Inscription à l'université en 1er cycle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'université en 2ème cycle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'université en 3ème cycle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Aménagement dans l'organisation et le déroulement des études (sportifs de haut niveau)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études supérieures pour l'obtention d'un diplôme délivré, au nom de l'Etat, par un établissement d'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience pour l'obtention d'un diplôme délivré, au nom de l'Etat, par un établissement d'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis professionnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Recevabilité de la candidature en vue de la délivrance du diplôme d'ingénieur diplômé par l'Etat	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Mise à la disposition d'un usager du service public de l'enseignement supérieur de locaux de l'établissement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Dérogation à l'affectation dans le secteur scolaire ou le district scolaire dans le second degré dans un établissement d'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 mois
Redoublement à l'intérieur des cycles du collège au sein d'un même établissement d'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) dans un établissement d'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) impliquant l'affectation dans un autre établissement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décision d'orientation dans le cadre des voies d'orientation dans un établissement d'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Changement d'établissement en cours de cycle de formation dans un établissement d'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Redoublement à l'intérieur des cycles du collège ou du lycée au sein d'un établissement privé sous contrat	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois (au 12/11/2015)
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) au sein d'un lycée privé sous contrat	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois (au 12/11/15)

Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) impliquant l'affectation dans un établissement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation à un titulaire de brevet d'études professionnelles ou de certificat d'aptitude professionnelle de poursuivre ses études dans un lycée conduisant soit au brevet de technicien, soit au baccalauréat général ou technologique	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Intégration en classe de seconde professionnelle ou de première professionnelle d'un élève ayant accompli la scolarité complète d'une classe de seconde ou de première dans un lycée d'enseignement général ou technologique	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat général d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de certaines épreuves d'une série du baccalauréat général au bénéfice d'un candidat titulaire d'une autre série du baccalauréat	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat général	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat général (candidat présentant un handicap)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation pour se présenter au baccalauréat général dans une académie autre que celle où la dernière année d'études a été accomplie avant l'examen	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du baccalauréat général	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription aux épreuves de remplacement du baccalauréat général	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Autorisation d'entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience en vue d'obtenir un diplôme délivré par le ministre chargé de l'éducation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat technologique d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dispense de certaines épreuves au baccalauréat technologique (candidat titulaire d'une autre série du baccalauréat)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat technologique	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat technologique (candidat en situation de handicap)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dérogation pour se présenter au baccalauréat technologique dans une académie autre que celle où la dernière année d'études a été accomplie avant l'examen	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Inscription à l'examen du baccalauréat technologique	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Dispense d'épreuve au baccalauréat technologique série "hôtellerie" (candidat titulaire d'une autre série du baccalauréat)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat technologique, série "hôtellerie"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du baccalauréat technologique, série "hôtellerie"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription aux épreuves de remplacement du baccalauréat technologique, série "hôtellerie"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du baccalauréat technologique, "techniques de la musique et de la danse"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation de présenter, à l'examen du baccalauréat technologique "techniques de la musique et de la danse", dans les épreuves du deuxième groupe faisant partie de la session d'examen organisée à l'issue de la classe de terminale, des épreuves orales de contrôle correspondant aux épreuves anticipées	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive au baccalauréat technologique "techniques de la musique et de la danse" à un candidat se présentant au titre de la promotion sociale ou de la formation continue	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription aux épreuves de remplacement du baccalauréat technologique "techniques de la musique et de la danse"	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de l'épreuve orale de langue vivante ou de l'épreuve d'éducation physique et sportive du brevet de technicien (candidat se présentant au titre de la promotion sociale)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à la session de remplacement du brevet de technicien	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation à l'obligation de passer l'ensemble des épreuves de la spécialité du certificat d'aptitude professionnelle présentée au cours d'une seule session (candidat scolaire ou apprenti)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Habilitation d'un centre de formation d'apprentis ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le certificat d'aptitude professionnelle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 mois
Conservation pour l'examen du certificat d'aptitude professionnelle de notes ou de bénéfice d'unités acquises par la voie de la validation des acquis de l'expérience	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense d'unités constitutives de la spécialité de certificat d'aptitude professionnelle présentée (candidat titulaire de certains titres ou diplômes)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive du certificat d'aptitude professionnelle (candidat relevant d'un statut autre que scolaire ou apprenti)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du certificat d'aptitude professionnelle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation en vue de l'inscription à l'examen de plus d'une spécialité du certificat d'aptitude professionnelle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription aux épreuves de remplacement du certificat d'aptitude professionnelle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense d'unités constitutives de la spécialité de brevet d'études professionnelles présenté (candidat titulaire de certains diplômes ou titres)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du brevet d'études professionnelles	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation à l'obligation de passer l'ensemble des épreuves au cours d'une seule session à un candidat relevant d'un statut autre que scolaire pour l'examen du brevet d'études professionnelles	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à des épreuves de remplacement du brevet d'études professionnelles	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes ou de bénéfice d'unités acquises au titre de la validation des acquis de l'expérience en vue de l'inscription à une session ultérieure pour le brevet d'études professionnelles	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Habilitation d'un centre de formation d'apprentis à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le brevet d'études professionnelles	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 mois
Admission en classe de première professionnelle de baccalauréat professionnel d'un candidat titulaire d'un diplôme de niveau V obtenu à la session précédant l'inscription, dans une spécialité en cohérence avec celle du baccalauréat professionnel préparé.	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Admission en formation, sous statut scolaire pour le baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décision de positionnement qui fixe la durée de formation requise pour un candidat de la formation professionnelle continue au baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dispense d'unités constitutives du baccalauréat professionnel pour un candidat titulaire de certains diplômes ou titres	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation d'un centre de formation d'apprenti ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dérogation en vue de passer les épreuves en forme progressive pour le baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de	2 mois

	l'agroalimentaire et de la forêt	
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat professionnel d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dispense d'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat professionnel pour un candidat individuel ou relevant de la formation professionnelle continue	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de substitution de l'épreuve spécifique de langue à l'épreuve facultative de langue vivante lors de l'inscription à l'examen du baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Inscription à l'examen du baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dérogation pour l'inscription à l'examen en vue de présenter deux spécialités du baccalauréat professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décision de positionnement qui fixe la durée de la formation requise au brevet professionnel pour un candidat de la formation professionnelle continue	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen du brevet professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	

Dispense d'unités constitutives pour un candidat titulaire au brevet professionnel titulaire de certains titres ou diplômes	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du brevet professionnel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense d'unités constitutives au brevet des métiers d'art à un candidat titulaire de diplômes et titres français et étrangers	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive au brevet des métiers d'art pour un candidat apprentis ou un candidat individuel	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du brevet des métiers d'art	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Admission en formation, pour préparer une mention complémentaire : - d'une personne ayant accompli en France ou à l'étranger une formation validée par un diplôme ou un titre de niveau comparable aux diplômes permettant l'accès en formation en vue de préparer cette mention complémentaire ; - d'une personne à la recherche d'un emploi ou en reconversion ayant interrompu ses études depuis plus de deux ans et ne possédant pas les titres et diplômes exigés pour l'entrée en formation en vue de préparer cette mention complémentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription à l'examen de la mention complémentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure de la mention complémentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dispense de l'obtention d'une ou de plusieurs unités constitutives du diplôme de la mention complémentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Dérogation en vue de se présenter à l'examen de plus d'une spécialité de la mention complémentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Admission dans le dispositif d'initiation aux métiers en alternance	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Recueil de l'avis favorable (avis conforme) du directeur académique de services de l'éducation nationale pour l'inscription au centre national d'enseignement à distance d'un élève relevant de l'instruction obligatoire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Inscription au centre national d'enseignement à distance d'un élève relevant de l'instruction obligatoire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Délivrance d'une attestation ou d'un certificat d'établissement par le centre national d'enseignement à distance	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation d'une tenue d'une réunion au sein d'un lycée ou d'un collège en dehors des heures de cours prévues à l'emploi du temps des participants (délégués des élèves, association, groupe d'élèves)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Effacement d'une sanction disciplinaire du dossier administratif d'un élève en cas de changement d'établissement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Agrément national d'une association éducative complémentaire de l'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	6 mois
Agrément académique d'une association éducative complémentaire de l'enseignement public	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	6 mois
Dispense d'épreuves pour les examens de l'enseignement supérieur (par l'acquisition de crédits européens capitalisables et transférables)	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

CODE DE L'ENERGIE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité des installations intérieures gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité des installations intérieures gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité des installations intérieures gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

CODE DE L'ENTREE ET DU SEJOUR DES ETRANGERS ET DU DROIT D'ASILE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Entrée en France d'un étranger dans les aéroports affectés à titre exclusif ou principal au ministère de la défense, par l	Ministère de la défense	2 mois
Validation d'un avenant à la convention de stage d'un étranger qui a demandé la délivrance d'une carte de séjour portant la mention " stagiaire "	intérieur	15 jours
Renouvellement d'agrément d'une association de placement d'étrangers en vue d'un stage en entreprise ou d'une formation	intérieur	2 mois

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément du dispositif de suivi régulier des rejets	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Reconnaissance de l'impossibilité avérée de mesure de prélèvement dans la ressource en eau	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Déclaration « loi sur l'eau » Déclaration des activités, installations et usages de l'eau, milieux aquatiques et marins	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 pour les activités relevant des listes locales 2 (activités relevant du régime propre Natura 2000)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois

Autorisation d'introduction dans le milieu naturel de grands gibiers	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Autorisation de prélèvement d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Établissements de chasse commerciale	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Attestation de meute	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Application à un plan d'eau des dispositions du titre III pour une durée minimale de cinq années consécutives	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Introduction d'espèces piscicoles	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Agrément des piscicultures dont les produits sont utilisés au repeuplement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Autorisation exceptionnelle de pêche	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement	MEDDE	6 mois
Habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable	MEDDE	4 mois
Habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable (dispositions applicables à Mayotte)	MEDDE	4 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)	MEDDE	6 mois

Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables en Polynésie française)	MEDDE	6 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)	MEDDE	6 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables dans les Terres australes et antarctiques françaises)	MEDDE	6 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables à Mayotte)	MEDDE	6 mois
Agrément des associations de protection de l'environnement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

Habilitation à être désignée pour prendre part au débat sur l'environnement dans les instances consultatives examinant les politiques d'environnement et de développement durable	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Renouvellement d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Autorisation de lâcher des animaux nuisibles	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Autorisation de changement d'exploitant pour les installations soumises à garanties financières par les 1° et 2° et 5° de l'article R. 516-1	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Autorisation de changement d'exploitant pour les installations soumises à garanties financières par le 5° (tri transit de déchets et types d'installations détenant des substances dangereuses définies par arrêté) de l'article R. 516-1	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Renouvellement des agréments d'organismes délivrant les attestations de capacité aux personnels ou d'aptitude aux entreprises intervenant dans des domaines utilisant des gaz à effet de serre ou appauvrissant la couche d'ozone ou utilisant des gaz frigorigènes	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Agrément pour une première utilisation confinée d'un organisme génétiquement modifié de classe de confinement 2	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	45 jours

Agrément des collecteurs de déchets de pneumatiques liés par contrat à un organisme collectif représentant les producteurs de pneumatiques	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Approbation des réseaux de centres de véhicules hors d'usage agréés mis en place par les producteurs ou groupements de producteurs de véhicules neufs	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement de l'agrément de l'exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Possibilité de mise en service d'une canalisation de transport neuve sur présentation d'une déclaration de conformité, et aux conditions fixées par un arrêté d'application	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	45 jours
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme de contrôle des canalisations de Transport	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'agrément de protection pour l'environnement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables en Polynésie française)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables à Mayotte)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Renouvellement d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable (dispositions applicables à Mayotte)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois

CODE FORESTIER

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Demande d'autorisation de coupes dans les bois et forêts ne présentant pas de garantie de gestion durable.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Rapport de la décision de mise en demeure de faire exploiter des fonds (mise en valeur agricole ou pastorale).	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisations de coupes des végétaux situés sur les dunes côtières fixées par des plantes aréneuses.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation de fouilles dans les dunes du Pas-de-Calais	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation de vente ou d'échange de bois réservés au chauffage ou à la construction issus des ventes de coupes et produits de coupes des établissements d'utilité publique	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de coupe non prévue par les plans simples de gestion pour les bois et forêts des particuliers relevant d'un plan simple de gestion (bois et forêts des particuliers non soumis au régime forestier)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Déclaration de coupe non prévue par les plans simples de gestion (mesures d'urgence) suite à notification par le CRPF de son opposition à la demande.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	15 jours

Autorisation de coupe pour les bois et forêts des particuliers ne relevant pas d'un plan simple de gestion.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Délivrance d'attestation reconnaissant la qualité de « gestionnaire forestier » professionnel	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation d'inclure, parmi les immeubles que possède un groupement forestier, ses accessoires ou dépendances inséparables destinés à la réalisation de son objet social, ainsi que les terrains à vocation pastorale nécessaires pour cantonner la pratique du pâturage hors des parties boisées justifiant d'une mise en défens ou des terrains à boiser du groupement.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation, par les établissements d'utilité publique, de faire apport de fonds aux groupements forestiers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Approbation des statuts d'un groupement forestier issu de la transformation d'une indivision.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de défrichement (cas général, hors cas où la loi prévoit une autorisation expresse)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois avec possibilité de prorogation (jusqu'à 6 mois, puis 3 mois suppl.)
Autorisation de travaux ayant pour but de créer les équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt, par exception, dans une forêt classée en forêt de de protection (droit d'opposition)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Approbation d'un règlement d'exploitation pour les bois et forêts ne relevant pas du régime forestier mais classés comme forêt de protection.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Autorisation de coupe non prévue par un règlement d'exploitation	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisations de coupes des végétaux situés sur les dunes côtières fixées par des plantes aréneuses.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation de fouilles dans les dunes du Pas-de-Calais.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois

Autorisation de vente ou d'échange de bois réservés au chauffage ou à la construction issus des ventes de coupes et produits de coupes des établissements d'utilité publique	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Affranchissement de droits d'usage au bois pour les bois et forêts appartenant à des établissements d'utilité publique	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Dispense de l'obligation de présenter un plan simple de gestion	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Agrément d'un avenant au plan de simple de gestion agréé (ne portant que sur les travaux dont la réalisation est facultative, sauf procédure spéciale prévue à l'art. L.122-7 CF)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 mois
Autorisation de coupe non prévue par les plans simples de gestion pour les bois et forêts des particuliers relevant d'un plan simple de gestion (bois et forêts des particuliers non soumis au régime forestier)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Déclaration de coupe non prévue par les plans simples de gestion (mesures d'urgence) suite à notification par le CRPF de son opposition à la demande.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	15 jours
Demande d'autorisation de coupes dans les bois et forêts ne présentant pas de garantie de gestion durable.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation de coupe pour les bois et forêts des particuliers ne relevant pas d'un plan simple de gestion.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Délivrance d'attestation reconnaissant la qualité de « gestionnaire forestier » professionnel	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Approbation des statuts d'un groupement forestier issu de la transformation d'une indivision.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de défrichement (cas général, hors cas où la loi prévoit une autorisation expresse).	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois avec possibilité de prorogation (jusqu'à 6 mois, puis 3 mois suppl.)

CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément de cession de titres d'occupations constitutifs de droits réels sur le domaine Public de l'État	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Agrément de transmission de titres d'occupations constitutifs de droits réels sur le domaine public	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Agrément des contrats de crédit bail pour le financement des ouvrages prévus par les titres d'occupation constitutifs de droits réels. (investissement supérieur à 3M€)	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois
Agrément des contrats de crédit bail pour le financement des ouvrages prévus par les titres d'occupation constitutifs de droits réels. (investissement inférieur à 3 M€)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément pour la formation des élus locaux	Intérieur	4 mois
Agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Agrément pour la formation des élus locaux	Intérieur	4 mois

Agrément des matériaux biodégradables composant la garniture étanche du cercueil	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Agrément des matériaux destinés à la fabrication des cercueils	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Agrément des produits destinés aux soins de conservation du corps de la personne décédée	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation de création ou d'extension des chambres funéraires	intérieur	4 mois

CODE GENERAL DES IMPOTS ET ANNEXES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation des entrepositaires agréés de rattacher un ou plusieurs chais ou locaux au site d'exploitation lorsqu'ils sont situés en dehors des limites fixées au I de l'article 50-00 B de l'annexe IV au code général des impôts	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation d'employer des empreintes fiscales en lieu et place de vignettes	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Habilitation à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de percevoir le droit de circulation par les personnes habilitées à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Délivrance du numéro d'agrément de la personne responsable de l'embouteillage du produit	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation donnée à un négociant d'embouteiller des boissons alcooliques pour le compte d'un ou de plusieurs autres entrepositaires agréés	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Agrément d'un type de capsule représentative de droit	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément de compteur équipant les machines à fabriquer les marques fiscales représentatives de droits	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Octroi des dérogations à l'emploi obligatoire des capsules fiscales pour le conditionnement des vins	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation donnée aux entrepositaires agréés d'apposer eux-mêmes, sur les capsules qu'ils utilisent, la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément des machines destinées à apposer la marque fiscale et les autres mentions visées au 2° du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au CGI	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de décharges de manquants pour les pertes de marchandises constatées lors de livraisons d'alcool, de boissons alcooliques ou de tabacs manufacturés en suspension de droits d'accises, à destination d'un entrepositaire agréé, d'un opérateur enregistré ou d'un opérateur non enregistré	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation préalable des personnes qui désirent importer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, obtenir en location, faire réparer ou transformer un ou plusieurs appareils ou portions d'appareils propres à la distillation, à la fabrication ou au repassage	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Délivrance de permis de circulation pour les alambics utilisés par les loueurs d'alambics	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de remplacer le carnet de réception de sucre, glucose, isoglucose et de sirop d'inuline par tous autres registres ou documents présentant les mêmes indications	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément fournisseurs et des fabricants de tabacs manufacturés	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois

	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation d'attester la garantie du titre des ouvrages en métaux précieux par marquage laser	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Délivrance des certificats d'exportation préalable de rhums traditionnels des départements d'outre-mer en application de l'article 3 du décret du 30 mai 1997	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation délivrée aux établissements de spectacles de faire usage de distributeurs automatiques pour la délivrance de billets	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation donnée aux établissements de spectacles d'utiliser des carnets journaliers de billets	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de déroger aux règles fixées par les articles 127, 128 et 129 de l'annexe IV au code général des impôts en matière de billetterie pour les représentations occasionnelles	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de procéder à un second essai sur les objets marqués du poinçon de la garantie	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Dispense de la formalité de scellement	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément des acheteurs-revendeurs de tabacs manufacturés	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois
Agrément préalable de prototypes de matériels mécaniques et de logiciel de validation et d'attestation de paiement des droits, agrément préalable de ces matériels eux-mêmes, retrait et révocation	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Agrément des organismes agréés	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois
Agrément "aide fiscale à L'investissement outre-mer" (logements)	Ministère des finances et des comptes publics	SVA 2 ou 3 mois
Agrément "aide fiscale à L'investissement outre-mer" (Investissements productifs Et logements neufs loués)	Ministère des finances et des comptes publics	SVA 2 ou 3 mois
Agrément des organismes agréés	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois
Autorisation donnée aux entrepositaires agréés mentionnés à l'article 302 G du code général des impôts et des débitants de boissons mentionnés aux articles 501 et 502 du même code, d'utiliser leurs factures ou tout autre document commercial	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Délivrance du numéro d'agrément des personnes responsables de l'embouteillage du produit	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Attribution et retrait du numéro d'identification des intermédiaires et attribution et retrait du numéro d'identification des utilisateurs d'alcools et de boissons alcooliques en exonération de droits d'accises	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Admission en décharge des quantités d'alcool ou de boissons alcooliques en cas de pertes accidentelles	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Attribution et révision du taux annuel de pertes ou de déchets	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation de déplacement de la machine à timbrer en dehors de l'établissement désigné comme lieu d'exploitation	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation d'utiliser des machines à timbrer	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Autorisation de mise en place ou d'installation, chez les utilisateurs, de matériels et logiciels mentionnée à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de cession des droits et avantages se rattachant à l'agrément préalable de matériels mécaniques et de logiciels de validation et d'attestation des paiements	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de déplacement des matériels ou logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts en dehors de l'établissement désigné comme le lieu d'exploitation	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Habilitation des usagers à apposer, à l'aide de leurs matériels ou logiciels, les marques fiscales sur des capsules dont ils font usage pour le compte de personnes pour lesquelles ils sont autorisés à embouteiller les vins, autres boissons fermentées	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Dérogation applicable en matière de présentation des marques fiscales ou d'empreintes fournies par les machines à timbrer et par les matériels et logiciels informatiques	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation et conventionnement du « visa fiscal » des Professionnels de l'expertise comptable	Ministère des finances et des comptes publics	4 mois
Agrément préalable de prototypes de machines à timbrer et de leur modification ; retrait et révocation de cet agrément	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Conventionnement des tiers de confiance habilités à conserver les pièces justificatives de déductions du revenu global, de réductions Ou de crédit d'impôt en matière d'impôt sur le revenu	Ministère des finances et des comptes publics	SVA – 2 mois Porté à 3 mois En cas de difficultés
Dispense des formalités à la circulation	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément des procédés de dénaturation des essences d'absinthe et produits assimilés	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Agrément "aide fiscale à L'investissement outre-mer" (investissements productifs neufs Pour des activités industrielles, commerciales ou artisanales)	Ministère des finances et des comptes publics	SVA 2 ou 3 mois

Agrément "aide fiscale à L'investissement outre-mer" (logements neufs loués)	Ministère des finances et des comptes publics	SVA 2 ou 3 mois
Fixation ou révision de taux annuels de déchets ou de pertes observés en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques accordés aux entrepositaires agréés par entrepôt suspensif de droits d'accises,	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Autorisation du procédé de dénaturation de l'alcool	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Agrément "aide fiscale à L'investissement outre-mer" (logements)	Ministère des finances et des comptes publics	SVA 2 ou 3 mois

LIVRE DES PROCEDURES FISCALES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Rescrit abus de droit	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Rescrit amortissements exceptionnels	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit entreprises nouvelles	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit Crédit d'impôt recherche	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit Jeunes entreprise innovantes	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit pôle de compétitivité	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit établissement stable	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit Qualification de la nature des revenus (BIC/BNC)	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Rescrit Mécénat (OIG)	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois

CODE MINIER

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Renonciation à une autorisation de prospections préalables de substances minérales ou fossiles dans les fonds marins du plateau continental	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Fusion d'un permis exclusif de recherche	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	1 an
Résiliation d'amodiation	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie
Amodiation d'une concession, d'un permis d'exploitation outre-mer ou d'un permis d'exploitation de géothermie basse température	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie
Renonciation à un titre minier (permis de recherche, concession, autorisation de recherche géothermie, permis d'exploitation géothermie, permis d'exploitation outre-mer)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	18 mois pour la renonciation à une concession ou à un permis d'exploitation outre-mer, 15 mois pour un permis de recherche
Arrêt définitif des travaux miniers (AP1 : premier acte donné)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois si la déclaration concerne une ou plusieurs installations particulières ou des travaux de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux 8 mois dans les autres cas

CODE MONETAIRE ET FINANCIER

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'exercer l'activité de changeurs manuels	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Exemption d'agrément d'établissement de crédit pour les entreprises fournissant des services bancaires de paiement dans certaines conditions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Modifications portant sur la forme juridique, la dénomination sociale, le nom commercial, le type d'opérations de banque pour lesquelles un établissement de crédit ou une société de financement a été agréé, la composition du collège des associés dans une société en nom collectif, l'identité du ou des commandités dans une société en commandite	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Modification de la répartition du capital (prise ou augmentation de participation)	Ministère des finances et des comptes publics	soixante jours ouvrables, avec possibilité d'une suspension qui ne peut excéder vingt jours ouvrables mais peut être portée à trente jours ouvrables : si le candidat acquéreur est établi hors de l'Union européenne ou relève d'une réglementation non communautaire; ou si le candidat est une personne qui n'est pas soumise à surveillance.
Instruction des demandes d'Investissement étranger en France	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Modification de la répartition du capital (cession de participation)	Ministère des finances et des comptes publics	soixante jours ouvrables
Exemption d'agrément d'établissement de paiement pour les entreprises fournissant des services de paiement dans certaines conditions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Exemption d'agrément d'établissement de monnaie électronique pour les entreprises émettant et gérant de la	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois

monnaie électronique dans certaines conditions		
Etablissements de paiement-dirigeants	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Etablissements de monnaie électronique-dirigeants	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Etablissements de crédit et entreprises d'investissement (transfert du siège social d'une sté européenne, création d'une sté européenne par fusion)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Etablissements de crédit (transfert du siège social d'une sté européenne, création d'une sté européenne par fusion, loi du 10/09/1947)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation pour des entreprises d'investissement, d'un projet de modification portant sur des éléments pris en compte lors de l'agrément d'un prestataire autre qu'une société de gestion (services d'investissement au titre des points 4 et 5 de l'article 321-1)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	4 mois
Autorisation pour des entreprises d'investissement, d'un projet de modification portant sur des éléments pris en compte lors de l'agrément d'un prestataire autre qu'une société de gestion (autres modification, et services d'investissement autre que ceux des points 4 et 5 de l'article L321-1)	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Nomination ou renouvellement des personnes physiques mentionnées au I et au II de l'article L612-23-1, s'agissant des prestataires de services d'investissement	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
Etablissements de crédit et sociétés de financement, entreprises d'investissement-avis sur les dirigeants	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Etablissement de crédit-dirigeants	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois
Société de financement-dirigeants	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	2 mois

Entreprises d'investissement et prestataires de services d'investissement-dirigeants	Ministre de l'économie, des finances et des comptes publics	3 mois
--	---	--------

CODE DE LA MUTUALITE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les mutuelles	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation de conclusion, modification et réalisation d'une convention de substitution Mutuelles et unions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation de transfert de portefeuilles par les mutuelles et unions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Affiliation, retrait ou exclusion d'une mutuelle ou d'une union à une union mutualiste de groupe (UMG)	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les mutuelles et union d'utilisation des méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les mutuelles et unions relative au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les mutuelles et unions d'utilisation des instruments financiers à terme	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation de remboursement TSR et TSDI des mutuelles et unions	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des mutuelles et unions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois

CODE DU PATRIMOINE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Classement des archives privées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Déclassement des archives privées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Autorisation de travaux sur des archives classées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Autorisation de destruction d'archives privées classées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'installation de bâches d'échafaudages comportant de l'affichage sur monuments historiques classés ou inscrits	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Certificat d'exportation de biens culturels mentionnés à l'article L. 111-2 du code du patrimoine	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Certificat d'exportation d'archives privées non classées dont la reproduction est requise en application de l'article L. 212-29 du code du patrimoine	Ministère de la culture et de la communication	6 mois

Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Licence d'exportation temporaire ou définitive des biens culturels hors du territoire douanier de l'Union Européenne	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Licence d'exportation temporaire hors du territoire douanier de l'Union européenne des trésors nationaux (autorisation de sortie communautaire)	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Classement des archives privées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Autorisation de travaux sur des archives classées comme archives historiques	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Approbation d'un projet scientifique et culturel, d'un programme de conservation et de présentation des collections et d'un programme architectural d'un musée de France	Ministère de la culture et de la communication	4 mois

Approbation d'un projet scientifique et culturel, d'un programme de conservation et de présentation des collections et d'un programme architectural d'un musée de France	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Attestation de libération de terrain	Ministère de la culture et de la communication	15 jours
Attestation de libération de terrain lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	15 jours

Certificat relatif à la libération de terrain I	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Certificat relatif à la libération de terrain lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	12 mois
Demande d'autorisation d'installation de bâches d'échafaudages comportant de l'affichage sur MH classés ou inscrits	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Autorisation d'affichage sur un immeuble classé, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Autorisation d'affichage sur un immeuble classé, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	12 mois
Autorisation d'affichage sur un immeuble inscrit	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	12 mois
Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	12 mois
Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministère de la culture et de la communication	12 mois

CODE PENAL

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
---------------------	-----------	-----------------------------------

Autorisation d'accès à une zone à régime restrictif (locaux ou terrains clos, mentionnés à l'article 413-7 du code pénal) pour y effectuer un stage, y préparer un doctorat, y participer à une activité de recherche, y suivre une formation, y effectuer une prestation de service ou y exercer une activité professionnelle	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
--	--	--------

CODE DES PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE LA GUERRE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Carte de combattant volontaire de la Résistance	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Carte de déporté et interné politique	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Carte de déporté et interné résistant	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Carte de victime de la captivité en Algérie	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Carte de réfractaire	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
carte de personne contrainte au travail	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Prise en charge des produits et prestations médicales ainsi que des frais de transport au bénéfice des personnes titulaire d'une pension d'invalidité	Ministère de la défense	2 mois
Agrément d'un établissement d'accueil afin de recevoir des pupilles de la Nation (établissement dont l'action s'étend à plusieurs départements).	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	2 mois

CODE DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation des opérateurs postaux	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Implantation, transfert ou modification de stations radioélectriques	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Désignation des organismes notifiés	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Encadrement des tarifs des opérateurs exerçant une influence significative sur un marché pertinent du secteur des communications électroniques	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	3 semaines
Encadrement des tarifs des prestataires désignés pour la fourniture du service universel des communications électroniques	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	3 semaines
Demandes de suspension de l'interconnexion ou de l'accès	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Tarifs de la presse - Evolutions tarifaires liées à la mission presse de La Poste	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Catalogue du service universel postal - Projet d'évolution du catalogue du service universel postal	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Désignation des laboratoires chargés d'effectuer des tests sur les équipements prélevés sur le marché	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Désignation des laboratoires agréés compétents concernant les équipements terminaux et radioélectriques	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois

CODE DE PROCEDURE PENALE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Inscription des fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs auprès du ministère de la justice	Ministère de la justice	2 mois
Restitution de documents personnels détenus par le greffe	Ministère de la justice	2 mois
Assistance ou représentation par un avocat ou un mandataire	Ministère de la justice	2 mois
Accès aux éléments de la procédure hors procédure en matière disciplinaire et isolement	Ministère de la justice	2 mois
Obtention de vêtements	Ministère de la justice	2 mois
Obtention de produits d'hygiène personnelle	Ministère de la justice	2 mois
Possession d'une somme d'argent à l'occasion d'une hospitalisation	Ministère de la justice	2 mois
Réception ou envoi de publications écrites et audiovisuelles par dépôt à l'établissement	Ministère de la justice	2 mois
Sortie d'un écrit rédigé en détention en vue de sa publication	Ministère de la justice	2 mois
Remise d'objets à un tiers	Ministère de la justice	2 mois
Achat de biens en cantine	Ministère de la justice	2 mois
Envoi d'argent à la famille	Ministère de la justice	2 mois
Perception de subsides de la part d'une personne non titulaire d'un permis de visite	Ministère de la justice	2 mois
Perception de subsides non soumis à répartition	Ministère de la justice	2 mois
Entretien avec le chef d'établissement	Ministère de la justice	2 mois
Certificat de présence	Ministère de la justice	2 mois
Report d'élargissement	Ministère de la justice	2 mois
Accès au point d'accès au droit	Ministère de la justice	2 mois
Maintien d'un enfant de + de 18 mois auprès de la mère détenue	Ministère de la justice	2 mois

Sortie d'un écrit rédigé en détention en vue de sa publication	Ministère de la justice	2 mois
Assistance par un avocat dans le cadre d'une procédure disciplinaire	Ministère de la justice	2 mois
Levée de la mesure d'isolement dans l'hypothèse où l'isolement est prononcé à la demande du détenu	Ministère de la justice	2 mois
Obtention d'une consultation ou d'un examen médical	Ministère de la santé	2 mois
Parloir équipé d'un dispositif de séparation	Ministère de la justice	2 mois
Autorisation de téléphoner présentée par une personne condamnée	Ministère de la justice	2 mois
Entretien avec un aumônier	Ministère de la justice	2 mois
Entretien avec un aumônier pendant les heures de travail	Ministère de la justice	2 mois
Obtention d'objets ou de livres culturels	Ministère de la justice	2 mois
Agrément des associations de victimes d'accidents collectifs	Ministère de la justice	2 mois
Possession d'une somme d'argent à l'occasion d'une mesure de placement à l'extérieur, de placement sous surveillance électronique, de semi-liberté et de permission de sortir	Ministère de la justice	2 mois
Envoi à un tiers ou consignation des sommes en possession de la personne détenue lors de son incarcération	Ministère de la justice	2 mois
Achat de biens en cantine	Ministère de la justice	2 mois
Versement au créancier de la personne détenue du montant du pécule de libération et de la part réservée aux parties civiles pour les détenus sous contrainte judiciaire	Ministère de la justice	2 mois
Versement d'une somme d'argent à l'extérieur par un détenu condamné	Ministère de la justice	2 mois
Maintien d'un enfant de + de 18 mois auprès de la mère détenue	Ministère de la justice	2 mois
Travail pour son propre compte ou pour le compte d'une association (à la demande d'une personne détenue)	Ministère de la justice	2 mois
Présentation aux épreuves d'un examen	Ministère de la justice	2 mois
Participation demandée par une personne détenue à la préparation et à l'animation d'une activité	Ministère de la justice	2 mois

Organisation d'une réunion entre personnes détenues du régime spécial	Ministère de la justice	2 mois
autorisation de téléphoner demandée par un mineur condamné	Ministère de la justice	2 mois
Mesure de protection individuelle	Ministère de la justice	2 mois
Agrément des associations de victimes d'accidents collectifs	Ministère de la justice	2 mois
Inscription des fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs auprès du ministère de la justice	Ministère de la justice	2 mois
Travail pour son propre compte ou pour le compte d'une association (à la demande d'une personne détenue)	Ministère de la justice	2 mois

CODE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Modification de la propriété d'une marque ou de la jouissance des droits	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
requête en relevé de déchéance	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	18 mois
Modification de la propriété d'un brevet ou de la jouissance des droits	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Recours en restauration des droits	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	18 mois
Modification de la propriété d'un dessin et modèle ou de la jouissance des droits	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Requête en relevé de déchéance	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	18 mois

Inscription sur la liste des personnes qualifiées en propriété intellectuelle	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	4 mois
Inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	4 mois
Déclaration de renonciation d'une marque	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	18 mois
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des marques	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des brevets	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Déclaration de retrait d'une demande d'enregistrement de dessin et modèle	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Déclaration de renonciation d'un dessin et modèle enregistré	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des dessins et modèles	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Modification des mentions inscrites au registre national des logiciels	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministère de la culture et de la communication Ministère chargé des personnes handicapées	6 mois
Extension de la durée de protection du droit d'auteur pour les ayants-droit d'auteurs morts pour la France.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Assimilation au bénéfice du droit de suite au profit des artistes étrangers résidant en France et participant à la vie culturelle française depuis au moins cinq années.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois

Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Modification statutaires des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire des projets de modifications au ministère de la culture et de la communication 2 mois avant la soumission des projets à l'assemblée générale.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Assimilation au bénéfice du droit de suite au profit des artistes étrangers résidant en France et participant à la vie culturelle française depuis au moins cinq années.	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministère de la culture et de la communication Ministère chargé des personnes handicapées	6 mois
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministère de la culture et de la communication Ministère chargé des personnes handicapées	6 mois
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministère de la culture et de la communication Ministère chargé des personnes handicapées	6 mois

Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministère de la culture et de la communication Ministère chargé des personnes handicapées	6 mois
Opposition de l'auteur d'un livre indisponible ou de l'éditeur disposant du droit de reproduction sous une forme imprimée de ce livre à l'exercice du droit de reproduction et de représentation de ce livre sous forme numérique	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Opposition de l'auteur d'un livre indisponible à l'exercice du droit de reproduction et de représentation de ce livre sous forme numérique en cas d'atteinte à l'honneur ou à la réputation de son auteur	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
	Ministère de la culture et de la communication	2 mois

CODE DE LA ROUTE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	intérieur	4 mois
Renouvellement d'agrément pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur d'une catégorie donnée et de la sécurité routière par une association d'insertion ou de réinsertion sociale	intérieur	4 mois
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement de formation des candidats à l'un des titres ou diplômes exigés pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	intérieur	4 mois
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière	intérieur	4 mois

Inscription permanente sur la liste nationale des experts en automobile	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Inscription temporaire sur la liste nationale des experts en automobile	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	1 mois
Demande de reconnaissance d'équivalence des qualifications acquises dans un État membre de l'UE ou de l'EEE par un enseignant de la conduite ou un animateur de stages de sensibilisation à la sécurité routière	intérieur	4 mois
Inscription permanente sur la liste nationale des experts en automobile	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Inscription temporaire sur la liste nationale des experts en automobile	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	1 mois
Agrément des contrôleurs techniques de véhicules	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois

CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Mise sous protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Mise sous protection de vergers de hautes tiges	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Attribution d'un droit de passage sur des terrains dont l'état d'abandon et le défaut d'entretien empêchent la circulation des troupeaux	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de distraction de terres incluses dans le périmètre d'une association foncière pastorale	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de	3 mois

	la forêt	
Autorisation de distraction de terres incluses dans le périmètre d'une association foncière agricole	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Autorisation de plan d'échanges des droits d'exploitation des terrains sur lesquels une association foncière agricole autorisée a reçu mandat de gestion	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de construction, élévation de clôture fixe ou plantation dans une zone soumise à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Certificat de capacité pour la gestion des structures accueillant les animaux domestiques	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation des personnes morales autorisées à recevoir des denrées obtenues au moyen de la cession des stocks d'intervention de l'Union européenne	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois à compter de la date de publication de l'appel à candidature
Autorisation de membre du personnel à participer à des contrôles officiels en abattoir	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques accordée au titre de la reconnaissance mutuelle mentionnées à l'article 40 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 mois à compter de l'avis de l'ANSES
Obtention de certificats individuels pour l'exercice de certaines activités concernant les produits phytopharmaceutiques (« certificat individuel »)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des organismes d'inspection chargés du contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation d'exploitation accordée au titre du contrôle des structures	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois + prorogation possible à 6 mois

Validation de clauses dérogatoires du bail rural	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Approbation du budget et des statuts de l'association nationale de révision de la coopération agricole	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Approbation des statuts et du budget du Haut conseil de la coopération agricole	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des organismes chargés de délivrer la certification environnementale mentionnée à l'article L.611-6 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation des laboratoires chargés des examens analytiques dans le cadre du contrôle du respect du cahier des charges d'un produit bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Agrément des entreprises d'abattage et de collecte pour la mise en conservation des peaux d'animaux issues d'abattoirs français	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de regroupement de producteurs dans le secteur du lait (regroupement de références laitières)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Agrément ou autorisation des fournisseurs de semences, de matériels de multiplication des végétaux, de plants et plantes ou parties de plantes destinés à être plantés ou replantés (hors vigne et matériels forestiers)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Enregistrement d'opérations de transfert des contingents ou des droits de mouture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation des plantations nouvelles de plantes à parfum, aromatiques et médicinales	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail en agriculture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	30 jours
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale absolue du travail en agriculture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	30 jours

Autorisation accordée au non salarié agricole rencontrant des difficultés pour céder son exploitation de poursuivre son activité tout en percevant sa retraite servie par le régime des non-salariés agricoles.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisations de pêche d'exercer des activités de pêche maritime embarquée ou non, professionnelle ou de loisir, de pêche sous-marine professionnelle ou de loisir (Autorisations de pêche non contingentées)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Autorisations de pêche d'exercer des activités de pêche maritime embarquée ou non, professionnelle ou de loisir (Autorisations de pêche non contingentées)	MEDDE	
Autorisations de pêche à pied professionnelles ou de loisir	MEDDE	4 mois
Agrément des géomètres experts pour la mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Mise sous protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Mise sous protection de vergers de hautes tiges	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Autorisation de travaux ou d'utilisation du sol de nature à détruire un élément protégé au titre de l'article L.126-3 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	5 mois
Autorisation de construction, élévation de clôture fixe ou plantation dans une zone soumise à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Reconnaissance des laboratoires chargés d'assurer les analyses d'autocontrôle mentionnées à l'article L.202-3 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Habilitation des vétérinaires sanitaires	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Demande d'habilitation des personnes amenées à réaliser l'identification des équidés	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	15 jours
Certificat de capacité pour la gestion des structures accueillant les animaux domestiques	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de	2 mois

	la forêt	
Validation de la formation dispensée aux convoyeurs d'animaux vivants	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Délivrance de l'attestation de validation de la formation requise pour les personnes exerçant une fonction de convoyeur d'animaux vivants	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation pour pratique d'abattage rituel en cas d'absence d'organisme agréé	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation nationale à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois à compter de la date à laquelle la commission mentionnée à l'article R.230-13 est appelée à se réunir
Habilitation régionale à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation des personnes morales autorisées à recevoir des denrées obtenues au moyen de la cession des stocks d'intervention de l'Union européenne	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois à compter de la date de publication de l'appel à candidature
Reconnaissance des accords collectifs sur la qualité nutritionnelle	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de membre du personnel à participer à des contrôles officiels en abattoir	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de récolte de naissains hors zone classée en vue d'un transfert en zone de production	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de durée réduite pour reparcage des coquillages en zone C	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques (AMM) – demande de modification administrative de l'AMM	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques accordée au titre de la reconnaissance mutuelle mentionnées à l'article 40 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 mois à compter de l'avis de l'ANSES
Confidentialité des données des dossiers de demande d'AMM)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Obtention de certificats individuels pour l'exercice de certaines activités concernant les produits phytopharmaceutiques (« certificat individuel »)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des organismes d'inspection chargés du contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des centres de formation des inspecteurs chargés du contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Approbation de la modification des statuts et des conditions de fonctionnement des Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Autorisation d'exercice d'une activité à l'extérieur d'un groupement agricole d'exploitation en commun total	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	3 mois
Autorisation d'exploitation accordée au titre du contrôle des structures	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois + prorogation possible à 6 mois
Autorisation d'exploitation d'entreprise agricole pour les étrangers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation d'exploitation d'entreprise agricole pour les étrangers (reprise d'une autre exploitation)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Agrément des fédérations de sociétés de coopératives agricoles	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Approbation du budget et des statuts de l'association nationale de révision	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Reconnaissance d'une démarche environnementale collective attestant le respect exigences équivalente à la certification environnementale de deuxième niveau mentionnée à l'article D.617-3 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des organismes chargés de délivrer la certification environnementale mentionnée à l'article L.611-6 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation d'utiliser la dénomination "montagne"	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique - Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de l'utilisation de la dénomination « Montagne »	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Autorisation d'utilisation des termes « produits pays » et de leurs équivalents	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Habilitation des opérateurs bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Agrément des organismes d'inspections mentionnés à l'article L.642-31 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Agrément des organismes certificateurs mentionnés à l'article L.642-28 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Autorisation d'irrigation des vignes	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation individuelle relative à la date de début des vendanges	Ministère de l'agriculture, de	2 mois

	l'agroalimentaire et de la forêt	
Autorisation d'augmentation du rendement du vignoble fixé dans le cahier des charges d'une AOC	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de délégation de mission d'institut technique national (génétique animale)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation des laboratoires chargés de réaliser les analyses de compatibilité génétique des bovins (laboratoire établi sur le territoire national)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation des laboratoires chargés de réaliser les analyses de compatibilité génétique des bovins (Laboratoire établi hors du territoire national)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Approbation des reproducteurs (équidés)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Obtention de la licence de chef de centre d'insémination ou de la licence d'inséminateur des équidés	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation d'importation à des fins de recherche ou d'expérimentation des animaux reproducteurs (espèces bovine ovine caprine porcine équine) ou de leurs produits	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dépassement du nombre maximum autorisé d'animaux abattus dans les établissements d'abattage non agréés de volailles et de lapins	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des acheteurs de lait	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions d'attribution de quotas laitiers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions d'attribution de quotas laitiers individuels supplémentaires	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions d'attribution de quotas laitiers individuels supplémentaires en fonction des priorités nationales	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Décisions de réattribution de quotas en cas de reprise d'activité ou de réaffectation en cas de cessation d'activité	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions de réattribution de quantité de référence laitière affectée à la réserve nationale consécutive à une reprise d'activité	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions de réattribution de quantité de référence laitière après réduction de quotas individuels non utilisés par le producteur	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions de maintien du niveau initial de référence laitière après acquisition d'une exploitation par une société d'aménagement foncier et d'établissement rural	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décisions de mise en réserve de la quantité de référence laitière prévue au troisième alinéa de l'article D.654-109 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de transfert de quantités de référence laitière entre producteurs	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de transfert de droit de replantation de vignes au bénéfice de la réserve	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément d'opérateur pour un vin ne bénéficiant pas d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Enregistrement d'opérations de transfert des contingents ou des droits de mouture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail en agriculture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	30 jours
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale absolue du travail en agriculture	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	30 jours
Autorisation de dérogation permettant que la surveillance médicale des salariés des entreprises de travail temporaire soit assurée par les sections de santé au travail des caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA) ou les associations spécialisées	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Approbation des statuts et des règlements intérieurs des organismes départementaux et pluridépartementaux des organismes de Mutualité sociale agricole	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation accordée au non salarié agricole rencontrant des difficultés pour céder son exploitation de poursuivre son activité tout en percevant sa retraite servie par le régime des non salariés agricoles.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément des unités mixtes technologiques mentionnées à l'article D.800-1 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Agrément des réseaux mixtes technologiques mentionnés à l'article D.800-1 du code rural et de la pêche maritime	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	6 mois
Autorisation de fonctionnement d'associations d'élèves ou d'autres membres de la communauté éducative dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	4 mois
Habilitation d'un établissement d'enseignement agricole sous contrat pour une filière pour mettre en œuvre des contrôles certificatifs en cours de formation (brevet de technicien supérieur agricole)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dispense d'un candidat de l'épreuve pratique d'éducation physique et sportive (BTSA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen à bénéficier des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (BTSA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation pour dispense d'épreuves aux titulaires de certains titres (formation par la voie scolaire de diplômés de BTSA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de poursuite des études en lycée (élève titulaire du BEPA ou CAPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation d'un établissement d'enseignement agricole sous contrat pour une filière pour mettre en œuvre des contrôles certificatifs en cours de formation (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Autorisation de dispense d'un candidat de l'épreuve pratique d'éducation physique et sportive (CAPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen tendant à conserver le bénéfice des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (CAPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation relative à l'organisation d'épreuves de remplacement au profit des candidats empêchés de se présenter à la session normale pour cause de force majeure (BTA, BTSA, CAPABEPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation d'un établissement d'enseignement pour une filière pour mettre en œuvre par apprentissage ou formation continue des contrôles certificatifs en cours de formation (brevet d'études professionnelles agricoles et baccalauréat professionnel)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen tendant à conserver le bénéfice des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (BEPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément de caractère pédagogique aux établissements mettant en œuvre une formation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage (BTSA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de réduction de la durée de formation du CAPA par la voie de la formation professionnelle continue	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de réduction de la durée de formation du CAPA par la voie de l'apprentissage	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Agrément de caractère pédagogique aux établissements mettant en œuvre une formation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage (CAPA)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de réduction de la durée de formation du brevet professionnel par la voie de la formation professionnelle continue (autorisation préalable à la signature d'une convention de stage)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Habilitation aux centres de formation dispensant une formation en vue de l'obtention du brevet professionnel agricole selon la modalité des unités capitalisables	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Autorisation de réduction de la durée requise pour l'obtention du BPA (Brevet Professionnel Agricole) par la voie de la formation professionnelle continue	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation à l'entrée en formation du certificat de spécialisation agricole (aux conditions d'expérience ou de diplôme)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de réduction de la durée de formation requise pour l'obtention du certificat de spécialisation agricole par la voie de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de réduction de la durée de formation requise pour l'obtention du certificat de spécialisation agricole par la voie de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue (selon la modalité des unités capitalisables)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Délivrance d'attestation de réussite suite à l'obtention d'une unité capitalisable	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Autorisation de dérogation à l'article R812-55 du code rural et de la pêche maritime pour pouvoir se prévaloir du titre de vétérinaire spécialiste	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Inscription des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales des chiens dangereux	intérieur	4 mois

CODE LA SANTE PUBLIQUE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément des associations régulièrement déclarées ayant une activité dans le domaine de la qualité de la santé et de la prise en charge des malades	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation du lieu dans lequel les recherches biomédicales peuvent avoir lieu	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation de mise en œuvre d'une recherche biomédicale	Ministère des affaires sociales et de la santé	Délai fixé par l'autorité compétente, qui ne peut être supérieur

		à 60 jours
Agrément des comités de protection des personnes	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours
Inscription sur la liste des experts en accidents médicaux	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation des programmes d'éducation thérapeutique du patient	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation préalable de la modification d'un programme d'éducation thérapeutique	Ministère des affaires sociales et de la santé	1 mois
Autorisation des programmes d'apprentissage	Ministère des affaires sociales et de la santé	1 mois
Non opposition à la déclaration par des organismes assurant, pour les besoins de leurs propres programmes de recherche, la conservation et la préparation à des fins scientifiques de tissus et de cellules issus du corps humain ainsi que la préparation et la conservation des organes, du sang, de ses composants et de ses produits dérivés	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Autorisation accordée aux établissements ou organismes d'importer ou d'exporter à des fins thérapeutiques des tissus et des cellules	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation des produits thérapeutiques annexes, préalablement à leur mise sur le marché	Ministère des affaires sociales et de la santé	45 jours
Agrément des laboratoires chargés de réaliser les analyses d'échantillons d'eau mentionnés à l'article R*. 1321-21	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Habilitation des établissements chargés de réaliser les vaccinations gratuites	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Habilitation des établissements ou organismes chargés de réaliser la vaccination, le suivi médical et la délivrance de médicaments de lutte contre la tuberculose et la lèpre	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Désignation dans chaque département d'au moins une consultation destinée à effectuer de façon anonyme et gratuite la prévention, le dépistage et le diagnostic de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine ainsi que l'accompagnement dans la recherche de soins appropriés	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Habilitation des consultations à participer à la lutte contre les maladies transmissibles, et notamment les hépatites virales	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois

Habilitation des établissements ou organismes chargés des activités de prévention, de dépistage, de diagnostic et de traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation d'offre gratuite à volonté des boissons alcooliques dans un but commercial ou de la vente à titre principal contre une somme forfaitaire pour les fêtes et foires nouvelles	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation de transfert d'un débit de boissons à consommer sur place	intérieur	2 mois
Autorisation de transfert des débits de boissons au sein des départements	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des organismes de formation pour les débitants de boissons	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des organismes de formation des débitants de boissons	intérieur	2 mois
Autorisation de transfert d'un débit de boissons sur un aérodrome civil en dérogation de la règle du quota	économie	2 mois
Autorisations relatives aux débits de boissons propres aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'ouvrir, muter ou translater un débit de boissons en Alsace-Moselle	intérieur	2 mois
Autorisation de débit temporaire à consommer sur place dans l'enceinte des expositions ou foires organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou les associations reconnues comme établissements d'utilité publique	intérieur	2 mois
Autorisation de vente de boissons de quatrième groupe dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'une buvette temporaire lors des foires, ventes ou fêtes publiques	intérieur	2 mois
Dérogation à l'interdiction d'installation d'un débit de boissons dans une enceinte sportive	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'ouvrir un débit de boissons dans des établissements classés hôtels de tourisme, ou dans des restaurants situés au sein d'un établissement d'activités physiques et sportives	santé et tourisme	2 mois
Agrément des débits de boissons pouvant employer ou recevoir en stage des mineurs de plus de 16 ans	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des débits de boissons pouvant accueillir en formation des mineurs de plus de 16 ans	intérieur	2 mois

Désignation en qualité de médecin relais et habilitation des psychologues ou professionnels de santé chargés d'examiner les personnes soumises à des mesures d'injonction thérapeutique par l'autorité judiciaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation permettant aux établissements et organismes, par dérogation aux 1° et 4° de l'article L. 4211-1 du code de la santé publique, d'assurer la conservation, la préparation, la distribution et la cession des médicaments de thérapie innovante mentionnés au 17° de l'article L. 5121-1 du même code	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Modification substantielle de l'autorisation permettant aux établissements et organismes, par dérogation aux 1° et 4° de l'article L. 4211-1 du code de la santé publique, d'assurer la conservation, la préparation, la distribution et la cession des médicaments de thérapie innovante mentionnés au 17° de l'article L. 5121-1 du même code	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Renouvellement de l'autorisation permettant aux établissements et organismes, par dérogation aux 1° et 4° de l'article L. 4211-1 du code de la santé publique, d'assurer la conservation, la préparation, la distribution et la cession des médicaments de thérapie innovante mentionnés au 17° de l'article L. 5121-1 du même code	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Autorisation d'exercer la profession d'ergothérapeute accordée individuellement aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation d'exercer la profession de technicien de laboratoire médical accordée individuellement aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Libre prestation de services pour les personnes exerçant les professions d'audioprothésiste, d'opticien-lunetier, de prothésistes et d'orthésistes pour l'appareillage des personnes handicapées, ressortissantes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui sont établies et exercent légalement leurs activités dans un Etat, membre ou partie	Ministère des affaires sociales et de la santé	1 mois à compter de la réception de la déclaration et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle, ou 2 mois à compter de la réception de

		la déclaration si le dossier doit être complété et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle
Autorisation d'exercer la profession d'opticien-lunetier accordée individuellement aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation d'exercer la profession de diététicien accordée individuellement aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation d'exercer la profession d'ambulancier accordée individuellement aux ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation de médicaments de thérapie innovante préparés ponctuellement	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Approbation préalable de la publicité pour les médicaments mentionnés à l'article L5122-6 ainsi que les campagnes publicitaires auprès du public pour les vaccinations, dénommée "visa de publicité"	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'importation sur le territoire douanier des médicaments à usage humain et d'importation et d'exportation des préparations de thérapie génique ou des préparations de thérapie cellulaire xénogénétique mentionnées aux 12° et 13° de l'article L5121-1	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'ouverture d'un établissement pharmaceutique dépendant d'entreprises ou d'organismes mentionnés aux 3° à 15° de l'article R5124-2	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Autorisation des modifications substantielles des autorisations d'ouverture des établissements pharmaceutiques dépendant d'entreprises ou d'organismes mentionnés aux 3° à 15° de l'article R5124-2	Ministère des affaires sociales et de la santé	30 jours ou 90 jours en cas de demande d'un complément de dossier

Autorisation de vente de médicaments sur internet par les officines de pharmacie	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation à titre exceptionnel accordée à une pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé dans le cadre de recherches biomédicales réalisées sur des produits, substances ou médicaments à distribuer ces produits, substances ou médicaments à d'autres pharmacies à usage intérieur d'établissement de santé où est réalisée la recherche	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation pour une durée limitée d'approvisionnement d'autres pharmacies à usage intérieur, lorsqu'il n'y a pas d'autre source ou d'approvisionnement possible pour un médicament ou produit déterminé	Ministère des affaires sociales et de la santé	7 jours
Autorisation exceptionnelle en cas de nécessité, pour une durée limitée, accordée aux établissements de santé de vendre au détail des médicaments lorsqu'il n'y a pas d'autre source de distribution possible	Ministère des affaires sociales et de la santé	7 jours
Délivrance à d'autres établissements ou à des professionnels de santé libéraux participant à un réseau de santé des préparations magistrales, des préparations hospitalières ou des médicaments reconstitués par une pharmacie à usage intérieur	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Stérilisation de dispositifs médicaux pour le compte d'un autre établissement ou pour un professionnel de santé ou un directeur de laboratoire de biologie médicale	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisations de la création, du transfert ou de la suppression d'une pharmacie à usage intérieur	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Approbation du contrat sur les modalités d'exercice de l'activité libérale entre le praticien concerné et l'établissement public de santé	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Ouverture d'un laboratoire de biologie médicale	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément de toute personne effectuant un transport sanitaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Agrément des laboratoires chargés de réaliser les échantillons d'eau effectuer lors du contrôle sanitaire prévu à l'article R1322-40	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Modification de l'autorisation du lieu de recherches biomédicales	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Réexamen du projet de recherche biomédicale par un autre comité	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois

Demande de modification substantielle de la recherche biomédicale par le promoteur	Ministère des affaires sociales et de la santé	35 jours
Renouvellement d'autorisation de dépôt de sang	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation des modifications des éléments de l'autorisation relatives à un changement de catégorie de dépôt ou à un changement de locaux	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Renouvellement de l'autorisation d'activité d'importation ou d'exportation à des fins thérapeutiques des tissus, de leurs dérivés, des cellules, issus du corps humain, et des préparations de thérapie cellulaire, à l'exception des gamètes	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un produit thérapeutique annexe	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours, qui peut être prolongé pour une durée qui ne peut excéder 6 mois
Habilitation des organismes assurant la formation aux conditions d'hygiène et de salubrité des personnes mettant en œuvre les techniques de tatouage par effraction cutanée et perçage corporel	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément en matière d'hygiène publique des hydrogéologues pour émettre des avis dans le cadre des procédures de protection des ressources en eau potable	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Dérogation aux limites de qualité lorsque les mesures correctives prises en application de l'article R1321-27 ne permettent pas de rétablir la qualité de l'eau	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Seconde dérogation aux limites de qualité lorsque les mesures correctives prises en application de l'article R1321-27 ne permettent pas de rétablir la qualité de l'eau	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation exceptionnelle d'utiliser une eau brute superficielle non conforme	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation de mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé ne correspondant pas à un groupe ou à un usage prévu au I de l'article R1321-50	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Habilitation des laboratoires contrôlant les matériaux en contact avec l'eau et produits de traitement de l'eau	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois

Dérogation à la fréquence de vidange, de nettoyage, de rinçage et de désinfection, lorsque les conditions de l'exploitation le permettent et que l'eau distribuée ne présente aucun signe de dégradation de sa qualité	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation d'une eau minérale naturelle	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Dérogation au délai d'achèvement des travaux de retrait ou de confinement de certains matériaux ou produits contenant de l'amiante	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation accordée au directeur ou au médecin d'un centre de planification ou d'éducation familiale, à défaut de pharmacien, d'assurer la détention, le contrôle et la gestion des médicaments, produits ou objets contraceptifs	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'assurer l'approvisionnement, la détention, le contrôle et la gestion des médicaments et à les dispenser directement au malade accordée à un médecin nommément désigné dans les établissements et organismes habilités pour la lutte contre la tuberculose ou la lèpre qui ne sont pas des établissements de santé	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des organismes chargés d'effectuer des inspections en vue de délivrer un certificat de contrôle sanitaire ou d'exemption de contrôle sanitaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Désignation des établissements, services ou organismes pour réaliser la vaccination anti-marijuana	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation accordée à titre dérogatoire au médecin nommément désigné des établissements et organismes autres que des établissements de santé à assurer l'approvisionnement, la détention, le contrôle et la gestion des médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles, et à les dispenser directement aux malades	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'organiser les fêtes et foires traditionnelles	Intérieur	2 mois
Autorisation accordée aux infirmiers d'avoir un lieu d'exercice secondaire dès lors que les besoins de la population le justifient	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Autorisation de remplacement d'un infirmier ou d'une infirmière d'exercice libéral soit par un confrère d'exercice libéral, soit par un infirmier ou une infirmière n'ayant pas de lieu de résidence professionnelle	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois

Libre prestation de services pour les auxiliaires médicaux, les aides-soignants, les auxiliaires de puériculture et les ambulanciers, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui sont établis et exercent légalement leurs activités dans un Etat, membre ou partie	Ministère des affaires sociales et de la santé	1 mois à compter de la réception de la déclaration et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle, ou 2 mois à compter de la réception de la déclaration si le dossier doit être complété et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle
Autorisation de constitution d'une société d'exercice libéral pour les auxiliaires médicaux	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Inscription de la société sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou de masseurs-kinésithérapeutes établie dans chaque département	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Renouvellement du délai accordé pour la cession des parts de l'associé d'une société civile professionnelle décédé	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'exercice des sociétés civiles professionnelles d'infirmières ou de masseurs-kinésithérapeutes dans un ou plusieurs cabinets secondaires	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Renouvellement de l'autorisation d'importation parallèle d'un médicament à usage humain	Ministère des affaires sociales et de la santé	3 mois
Autorisation pour pratiquer des modifications ayant un impact sur la qualité, la sécurité et l'efficacité du médicament de thérapie innovante préparé ponctuellement	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Autorisation pour pratiquer des modifications sans impact sur la qualité, la sécurité et l'efficacité du médicament de thérapie innovante préparé ponctuellement	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours

Modification d'un élément relatif à l'étiquetage ou à la notice, autre que les modifications du résumé des caractéristiques du produit	Ministère des affaires sociales et de la santé	90 jours
Modification de type IA de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Ministère des affaires sociales et de la santé	30 jours
Modification de type IB de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours, et 30 jours à compter de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de la modification de sa demande
Renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament à usage humain	Ministère des affaires sociales et de la santé	9 mois
Autorisation de changement de titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours
Autorisation d'exercice de l'activité de sous-traitance de préparations mentionnée au deuxième alinéa de l'article L5125-1 et autorisation d'exécution de préparations stériles ou dangereuses mentionnée au deuxième alinéa de l'article L5125-1-1	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois

<p>Autorisation d'importation parallèle d'une spécialité pharmaceutique vétérinaire</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé</p>	<p>30 jours pour les spécialités pharmaceutiques vétérinaires mentionnées à l'article R5141-123-10-1 ; 45 jours pour les produits dont la composition quantitative et qualitative en principes actifs et en excipients, la forme pharmaceutique et les effets thérapeutiques sont identiques à ceux d'une spécialité pharmaceutique vétérinaire ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ; 90 jours pour les produits qui comportent des quantités de principes actifs ou d'excipients différentes ou</p>
---	---	--

		des excipients de nature différente de ceux de la spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail
Modification de type IB de l'autorisation de mise sur le marché de médicaments vétérinaires	Ministère des affaires sociales et de la santé	30 jours
Autorisation de changement de titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de médicament vétérinaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	60 jours
Approbation des modifications concernant les données mentionnées dans la demande et le dossier d'enregistrement d'un médicament homéopathique vétérinaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation du changement du titulaire de l'enregistrement du médicament homéopathique vétérinaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation préalable pour la publicité sous quelque forme que ce soit en faveur des médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies figurant sur la liste des dangers sanitaires de première ou deuxième catégorie	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois

Transfert de l'autorisation d'ouverture d'un établissement vétérinaire en cas de changement de propriété	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Modification substantielle de l'autorisation d'ouverture d'un établissement vétérinaire autre que les établissements se livrant à la fabrication ou à l'importation de médicaments vétérinaires, à la fabrication ou à l'importation de médicaments soumis à des essais cliniques, et à la fabrication ou à l'importation d'aliments médicamenteux	Ministère des affaires sociales et de la santé	30 jours, qui peuvent être portés à 90 jours en cas d'enquête sur place
Autorisation de publicité pour les dispositifs médicaux mentionnés à l'article L5213-4	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation de publicité pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro mentionnés à l'article L5223-3	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation de confier une ou plusieurs opérations de stérilisation à un autre établissement de santé ou un groupement de coopération sanitaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Renouvellement de l'autorisation des installations où sont pratiqués des actes chirurgicaux tendant à modifier l'apparence corporelle d'une personne, à sa demande, sans visée thérapeutique ou reconstructrice	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois pouvant être portés à 6 mois en cas d'inspection des installations
Agrément des laboratoires chargés des analyses des eaux de piscine	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Agrément des laboratoires chargés de réaliser les prélèvements et analyses d'eau prévus dans le cadre du contrôle sanitaire	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscine autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Autorisation de l'alimentation en eau des bassins par une autre eau que celle du réseau public	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation de gérer le stock de produits d'un centre de soins et d'accompagnement et de prévention en addictologie par un médecin en l'absence de pharmacien	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Autorisation d'entrée en formation pour préparer le brevet professionnel de préparateur en pharmacie à un titulaire d'un diplôme étranger	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la	6 mois

	recherche	
Agrément des directeurs scientifiques des instituts de formation dispensant l'enseignement du diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des directeurs scientifiques des instituts de formation dispensant l'enseignement du diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en masso-kinésithérapie	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en pédicurie-podologie	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en ergothérapie	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparant au diplôme d'Etat de psychomotricien	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparant au diplôme d'Etat de manipulateur d'électrocardiologie médicale	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Désignation en qualité de conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparatoire au diplôme d'Etat de technicien de laboratoire médical	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Agrément des centres d'enseignement des soins d'urgence	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois

CODE DE LA SECURITE INTERIEURE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'exercer l'activité d'agent de recherche privé par les anciens fonctionnaires de police et de gendarmerie	intérieur	4 mois

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utilisation des méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions relatives au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utiliser des instruments financiers à terme	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Autorisation de remboursement TSR et TSDI des institutions de prévoyance et de leurs unions	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des institutions de prévoyance et de leurs unions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Agrément des conventions collectives de travail du personnel des organismes de sécurité sociale	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Agrément des conventions collectives spéciales des agents de direction et de l'agent comptable des organismes de sécurité sociale	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Agrément des conventions collectives spéciales des praticiens conseils du service du contrôle médical	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les institutions de prévoyance	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Autorisation préalable de transfert de portefeuilles des institutions de prévoyance ou unions	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Agrément de la désignation du directeur et de l'agent comptable des organismes de sécurité sociale	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
Agrément de la nomination des directeurs des établissements ou œuvres sociales des organismes de sécurité sociale, lorsqu'ils fonctionnent en permanence et comportent hébergement	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois

Agrément des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale, de leurs unions ou fédérations, ainsi que des directeurs des établissements ou œuvres sociales mentionnés à l'article R123-4	Ministère des affaires sociales et de la santé	6 mois
--	--	--------

CODE DU SERVICE NATIONAL

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Report de la participation à la Journée Défense et Citoyenneté	Ministère de la défense	2 mois
Exemption médicale à la participation à a journée défense et citoyenneté	Ministère de la défense	2 mois
Participation des français établis hors de France de participer à l'occasion d'un séjour sur le territoire national à une session de la journée défense et citoyenneté	Ministère de la défense	2 mois
Régularisation de la participation à la Journée Défense et citoyenneté pour les personnes ne l'ayant pas effectuée.	Ministère de la défense	2 mois

CODE DU SPORT

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément des associations sportives	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Approbation de la convention conclue entre une association sportive et la société sportive qu'elle a constituée	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Autorisation de suppression ou de modification de l'affectation d'un équipement sportif privé dont le financement a été partiellement par une ou plusieurs personnes morales de droit public	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois

Habilitation des organismes de formation préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Equivalence pour l'obtention du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif »	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité "animation socioéducative ou culturelle"	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Equivalence pour l'obtention du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive »	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité "animation socio-éducative ou culturelle"	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Equivalence avec le diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois
Déclaration d'exercice à titre temporaire et occasionnel de la profession d'éducateur sportif par le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	1 mois, 2 mois à compter de la réception du complément d'information, ou 3 mois à compter de la réception du dossier de déclaration complet
Autorisation des manifestations publiques de boxe	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	10 jours
Agrément de la formation au brevet d'aptitude professionnelle d'assistant-animateur technicien de la jeunesse et des sports	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	6 mois

Autorisation de surveillance d'un établissement de baignade d'accès payant par du personnel ne portant pas le titre de maître nageur sauveteur	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
--	---	--------

CODE DU TOURISME

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Immatriculation des opérateurs de voyage	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	1 mois
Cartes de guide conférencier	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Immatriculation de VTC	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	1 mois
Classement des hébergements touristiques marchands - Maisons familiales de vacances	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Agrément "tourisme social"	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois

CODE DES TRANSPORTS

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation d'embarquement au rôle d'équipage en qualité d'élève stagiaire de l'enseignement professionnel maritime (secondaire)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Autorisation de déplacement d'un établissement ou d'un matériel flottant (autorisation spéciale de Transport)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois

CODE DU TRAVAIL

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Agrément pour l'exercice d'une activité s'adressant à un public fragile dans le secteur des services	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	3 mois
Réduction d'un an de la durée du contrat d'apprentissage, en application de l'article R. 6222-16 ou de l'article R. 6222-16-1 du code du travail	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois
Exercice de la profession de restaurateur pour la délivrance de titres-restaurant	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	1 mois
Adaptation de la durée du contrat d'apprentissage entre 6 mois et un an lorsque la formation a pour objet l'acquisition d'un diplôme ou d'un titre relevant des cas prévus à l'article L6229-9 du code du travail	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois
Dérogação à la date du début du contrat d'apprentissage	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	deux semaines
Augmentation de la durée du contrat d'apprentissage	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois
Autorisation d'aménagement de la formation de l'apprenti handicapé	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois

Qualification en qualité de maître d'apprentissage d'une personne possédant une expérience professionnelle de trois ans en rapport avec le diplôme ou le titre préparé par l'apprenti	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois
Habilitation d'une convention conclue entre un centre de formation d'apprentis et une entreprise pour assurer une partie des enseignements	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	2 mois
Validation de l'accord collectif majoritaire ou homologation du document élaboré par l'employeur en cas de licenciement de dix salariés ou plus dans une même période de trente jours dans les entreprises soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	15 jours en cas d'accord collectif, 21 jours pour le document unilatéral
Homologation des ruptures conventionnelles	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Autorisation de dépassement de la durée quotidienne maximale de travail effectué par un salarié	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	15 jours
Autorisation de dépassement de la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de travail (si l'entreprise est dans un secteur d'activité faisant l'objet d'une dérogation ministérielle)	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de travail (si la dérogation concerne une entreprise ne relevant pas d'un secteur d'activité faisant l'objet d'une dérogation ministérielle)	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours

Autorisation de pratique des horaires individualisés	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Autorisation de substitution à la période 21h/6h, pour la définition du travail de nuit	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à la durée quotidienne maximale de travail accompli par un travailleur de nuit	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	15 jours
Autorisation d'affectation des travailleurs à des postes de nuit	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à la durée minimale de repos quotidien	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	15 jours
Autorisation d'organiser le travail de façon continue pour des raisons économiques et d'attribuer le repos hebdomadaire par roulement	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation permettant de prévoir que le personnel d'exécution fonctionne en deux groupes dont l'un, dénommé équipe de suppléance, a pour seule fonction de remplacer l'autre pendant le ou les jours de repos accordés au premier groupe	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Approbation des statuts de la caisse de congés payés du spectacle et de leurs modifications	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Approbation des statuts et des règlements, ainsi que de leurs modifications, des caisses de congés payés des transports	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
approbation du statut et des règlements, ainsi que de leur modification, des caisses des professions du bâtiment et des travaux publics	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Dérogations aux durées quotidienne et hebdomadaire maximales de travail effectif des jeunes travailleurs	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes travailleurs salariés des établissements commerciaux et de ceux du spectacle	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogation à l'obligation d'accorder deux jours de repos consécutifs par semaine aux jeunes travailleurs	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours

Agrément "entreprise solidaire d'utilité sociale"	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	3 mois
Autorisation accordée aux mineurs de plus de quatorze ans d'exercer, pendant leurs vacances scolaires, des travaux adaptés à leur âge	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	8 jours
Dérogations à l'interdiction pour les travailleurs de moins de dix-huit ans d'être employés à certaines catégories de travaux mentionnés à l'article L4153-8	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Enregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Conformité des accords ou plans d'action contrat de génération dans les entreprises dont l'effectif est compris entre cinquante et moins de trois cents salariés ou qui appartiennent à un groupe dont l'effectif est compris entre cinquante et moins de trois cents salariés	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	3 semaines en cas d'accord, 6 semaines en cas de plan d'action
Conformité des accords ou plans d'action contrat de génération dans les entreprises, groupes ou établissements publics à caractère industriel et commercial employant au moins trois cents salariés	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	3 semaines en cas d'accord, 6 semaines en cas de plan d'action
Agrément d'une personne pour son embauche par un organisme de l'insertion par l'activité économique	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	5 jours
Dérogação aux durées quotidienne et hebdomadaire maximales de travail effectif des apprentis de moins de dix-huit ans	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogação à l'interdiction du travail de nuit pour les apprentis de moins de dix-huit ans	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Enregistrement de la déclaration d'activité d'une personne qui réalise des prestations de formation professionnelle continue	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours

Agrément pour exercer les fonctions de parrain d'un salarié en contrat de professionnalisation dans les départements d'Outre-mer, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, et Saint-Pierre et Miquelon	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Licence d'agence de mannequins	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
renouvellement de l'agrément d'agences de mannequin pour l'engagement d'enfants de moins de seize ans	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	1 mois
Agrément des personnes morales ou entreprises individuelles qui exercent les activités de service à la personne	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	3 mois
Dérogation au nombre et à la composition de la délégation salariale au comité inter-entreprises	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Autorisation de dépasser la durée maximale quotidienne de dix heures pour les équipes de suppléances	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	30 jours
Dérogations accordées aux prescriptions techniques applicables avant l'exécution de travaux (règles d'accès et règles de raccordement aux réseaux de distribution d'eau potable ou d'électricité)	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Adaptation de la durée du contrat d'apprentissage lorsque la durée du contrat est de deux ans pour les personnes suivantes : 1° Celles titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ; 2° Celles ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ; 3° Celles titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois

<p>Réduction d'un an de la durée du contrat d'apprentissage lorsqu'elle est fixée à deux ans et plus pour les personnes suivantes :</p> <p>1° Celles titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;</p> <p>2° Celles ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;</p> <p>3° Celles titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;</p> <p>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ;</p> <p>Ministère de la jeunesse et des sports</p>	<p>1 mois</p>
<p>Approbation des études de sécurité en matière de risque pyrotechnique</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>3 mois</p>
<p>Dérogation accordées à l'employeur en matière d'aménagement des vestiaires collectifs, lavabos et douches</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>2 mois</p>
<p>Autorisation par dérogation à l'article R4228-19 d'aménager les locaux affectés au travail pour permettre aux travailleurs d'y prendre leur repas, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte par l'emploi de substances ou de préparations dangereuses</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>2 mois</p>
<p>Dérogation lorsque l'application des mesures prévues par en matière d'hébergement sur chantier est rendue difficile par les conditions d'exploitation du chantier</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>2 mois</p>
<p>Approbation du choix par l'employeur de la forme du service de santé au travail</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>1 mois</p>
<p>Autorisation de cessation d'adhésion à un service de santé au travail interentreprises</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social</p>	<p>1 mois</p>

Agrément des services de santé au travail	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	4 mois
Dérogation à l'affectation à titre exclusif d'un médecin du travail au secteur réservé aux salariés temporaires	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Autorisation de placement en position de chômage partiel de ses salariés accordée à l'employeur lorsque l'entreprise est contrainte de réduire ou de suspendre temporairement son activité	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	15 jours
Réduction, pour les apprentis engagés dans la préparation d'un baccalauréat professionnel, de la durée du contrat d'apprentissage, qui fait l'objet d'un avenant conclu en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 6222-22-1, dans les conditions prévues à l'article R. 6222-17 du code du travail	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ; Ministère de la jeunesse et des sports	1 mois
Agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Délivrance et renouvellement d'une licence d'entrepreneur de spectacles vivants	Ministère de la culture et de la communication	4 mois

CODE DE L'URBANISME

Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Autorisation de restauration ou de reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que des extensions limitées lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois
Certificat d'urbanisme prévu au a) de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, délivré au nom de l'Etat	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	1 mois

Décision de non-opposition à déclaration préalable	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	
Autres permis de construire, de démolir ou d'aménager hors dispositions réglementaires particulières du code de l'urbanisme ou des décrets relatifs aux exceptions à l'application du principe « silence vaut accord »	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois ou 3 mois selon les cas
Permis de démolir, de construire, ou d'aménager délivré, au nom de l'État lorsqu'il y a lieu de consulter une commission nationale	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	5 mois
Permis de construire, délivré au nom de l'État, portant sur des travaux relatifs à un établissement recevant du public et soumis à l'autorisation prévue à l'article L111-8 du Code de la construction et de l'habitation	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	5 mois
Permis de construire, délivré au nom de l'État, portant sur des travaux relatifs à un immeuble de grande hauteur et soumis à l'autorisation prévue à l'article L122-1 du code de la construction et de l'habitation	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	5 mois
Agrément activités en Région Île de France	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	2 mois

LOIS CODIFIÉES

Loi	Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Loi 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération	Sortie du statut coopératif	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois
Loi n°52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant des ministères de la France d'Outre-mer	Retrait ou modification des dispositions d'un règlement intérieur	Ministère des Outre-mer	2 mois
loi n°70-1199 du 21 décembre 1970 de finances pour 1971	Titre de patriote transféré en Allemagne	Ministère de la défense, secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois

Loi 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité		Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture	Demande d'autorisation de réaliser en France un projet architectural déterminé sans inscription au tableau des architectes	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat	Autorisation de création, de modification statutaire ou de prorogation d'une fondation d'entreprise	intérieur	4 mois
Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996, Décret n° 98-246 du 2 avril 1998 relatif à la qualification professionnelle exigée pour l'exercice des activités prévues à l'article 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 96	Qualification professionnelle – Libre prestation de services des ressortissants communautaires	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
loi n°96-603 du 5 juillet 1996	Immatriculation au répertoire des métiers	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
loi n°96-603 du 5 juillet 1996	Attribution de la qualité d'artisan et d'artisan d'art	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Loi 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique	Autorisation de transfert au sein de l'Union européenne et d'exportation hors de l'Union européenne de moyens de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité	Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale	4 mois
Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 pour 2009 modifiée (articles 23 à 24 du décret n° 11-991 du 23 août 2011 modifié relatif au	Décision d'octroi ou de refus d'agrément des personnels du prestataire	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

prestataire chargé de la collecte de la taxe poids lourds (TPL), prévue aux articles 269 à 283 quinquies)	commissionné		
Loi 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion	Agrément d'un opérateur en vue de mener des travaux d'aménagement et d'organiser l'occupation de bâtiments par des résidents temporaires	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	4 mois

DECRETS NON-CODIFIES

Décret	Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Décret du 9 janvier 1934 relatif aux conditions exigées du personnel enseignant et de direction dans les écoles techniques privées	Dérogation de diplôme ou de stages accordée pour diriger une école technique privée si les titres et les connaissances professionnelles des postulants ont été jugés suffisants par le recteur d'académie.	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Décret du 9 janvier 1934 relatif aux conditions exigées du personnel enseignant et de direction dans les écoles techniques privées	Dérogation de diplôme accordée pour l'enseignement technique pratique dans une école technique privée si les titres et les connaissances professionnelles des postulants ont été jugés suffisants par le recteur d'académie, après avis de l'inspection spécialisée.	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Décret n°54-1304 du 27 décembre 1954 portant statut du patriote résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux	Titre ou carte de patriote résistant à l'occupation des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux	Ministère de la défense, Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
décret n°59-1489 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques	Autorisation d'arrêter l'exploitation d'un jeu de table	intérieur	15 jours
décret n°59-1489 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques	Autorisation de substituer un nouveau jeu de table à un jeu de table autorisé	intérieur	15 jours
décret n°59-1489 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques	Autorisation d'augmenter le nombre de machines à sous sans en porter le nombre total dans le respect du ratio défini par l'article 8 de l'arrêté du 14 mai 2007	intérieur	15 jours
décret n°59-1489 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques	Autorisation de modifier le minimum des mises ou les horaires limites d'ouverture des jeux	intérieur	15 jours
loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	Délivrance d'un label à des produits et procédures		6 mois

Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	Renouvellement de l'agrément de l'organisme délivrant l'attestation en vue de l'utilisation d'explosifs lors d'usages particuliers	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	9 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	Renouvellement de l'agrément de l'organisme certifiant les matériels associés à la mise en oeuvre des produits explosifs	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	9 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	conditions d'entreposage de combustibles liquides	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	rallongement périodicité de la mesure des chantiers	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	agrément d'organisme pour vérifications électriques	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	utilisation de matériels électriques contenant plus de 5 litres de diélectrique inflammable	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	utilisation de matériels électriques importants non conforme à une utilisation en mine grisouteuse	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	rallongement périodicité de la vérification de la mise à la terre et de l'isolement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	certification de moteurs thermiques utilisés dans des travaux souterrains à risque de grisou	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois

Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	utilisation de moteurs thermiques non certifiés dans des travaux à risque de grisou	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	dérogation à la pose de clôtures, fossés, et pour séparer les installations du voisinage	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	autorisation pour utiliser la technique du havage	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	autorisation d'utiliser des véhicules non conformes	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	aménagement des lieux souterrains de circulation communs aux piétons et véhicules	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	modalité de transport d'explosifs à l'intérieur d'un site	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	mise à feu retardée d'explosifs chargés	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	tirs successifs pour des volées distinctes	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	tirs électrique avec des détonateurs branchés en parallèle	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	tir à la mèche	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois

Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	autres tirs spéciaux	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	entrepôt de produits explosifs dans les travaux souterrains	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	entrepôt de produits explosifs dans les travaux souterrains	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	modalité de transport d'explosifs dans les travaux souterrains	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 80-331 portant règlement général des industries extractives modifié	tir par charge superficielle dans les travaux souterrains à risque de grisou	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Approbation des statuts des sociétés de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Autorisation de tenir des courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Approbation du budget des sociétés de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois

Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Approbation du calendrier des épreuves de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Approbation des statuts de la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Autorisation d'organisation de services techniques par la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	Approbation du rapport annuel de la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°84-177 du 2 mars 1984 pris en application de l'article L358 du code de la santé publique	Dispenses d'études et d'examens en vue de l'obtention des diplômes d'État de docteur en médecine ou de docteur en chirurgie dentaire	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	4 mois
Décret n°84-177 du 2 mars 1984 pris en application de l'article L358 du code de la santé publique	Dispenses d'études et d'examens en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de sage-femme	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	4 mois
Décret n°96-1124 du 20 décembre 1996 relatif à l'organisation et au régime administratif et financier de l'Ecole polytechnique –	Domiciliation du siège social d'une association sur le campus de l'Ecole polytechnique	Ministère de la défense	2 mois

Décret n°90-881 du 26 décembre 1990 relatif aux modalités d'attribution du titre institué par la loi n°89-1013 du 31 décembre 1989 portant création du statut de prisonnier du Viet-Minh	Carte de prisonnier du Viet-Minh	Ministère de la défense	6 mois
Décret n° 91-1292 du 20 décembre 1991 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des articles de périculture	Désignation d'organismes agréés pour l'évaluation de la conformité des produits aux réglementations françaises	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993 (art 158 B du CD)	Autorisation de tout changement entraînant une modification d'un élément constitutif d'un entrepôt fiscal de stockage (capacités de stockage, ...)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993	Autorisation de fermeture d'un entrepôt fiscal de stockage d'huiles minérales	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Décret n°93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance	Délivrance d'une dérogation pour exercer une fonction à bord d'un navire battant pavillon français (ces dérogations répondent à des conditions précises et doivent être exceptionnelles)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois

Décret n°94-510 du 23 juin 1994 relatif à la commercialisation des jeunes plants de légumes et de leurs matériels de multiplication et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants	Agrément ou autorisation des fournisseurs de semences, de matériels de multiplication des végétaux, de plants et plantes ou parties de plantes destinés à être plantés ou replantés (hors vigne et matériels forestiers)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n° 95-937 du 24 août 1995 relatif à la prévention des risques	Désignation d'organismes agréés pour l'évaluation de la conformité des produits aux réglementations françaises	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques	Notification à la Commission européenne d'organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité des produits aux législations sectorielles européennes	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret n°96-611 du 4 juillet 1996 modifié relatif à la mise sur le marché des bateaux de plaisance et des pièces et éléments d'équipement	Habilitation des organismes à procéder à l'évaluation de la conformité des bateaux de plaisance	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Décret du 29 juillet 1996	Agrément des véhicules destinés au transport et celui des magasins de stockage de farines en vrac	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Décret 96-1010 transposant la directive 94/9/CE	Renouvellement de l'habilitation d'un organisme pour le contrôle de la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Autorisation d'organisation de courses de chevaux	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Approbation des codes des courses des sociétés mères des sociétés de course	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Approbation des conditions d'attribution et des taux des primes aux éleveurs de chevaux de course	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Autorisation de concourir aux actions techniques, sociales et de formation professionnelle liées aux courses	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Agrément des commissaires et des juges des courses	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Approbation des projets et calendriers de courses	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Approbation du budget prévisionnel du fond commun des courses géré par la fédération nationale des courses	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 mois

	françaises		
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Autorisation d'acquisition ou de construction d'immeubles et de réalisation de travaux nécessaires à l'exploitation des sociétés de course	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Approbation des conditions d'organisation et de fonctionnement des organismes à vocation sociale financés par les gains non réclamés	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1 mois
Décret n°97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	Autorisation de procéder à la dévolution de l'actif des sociétés de courses ou sociétés mères dissoutes	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Décret 97-558 du 29 mai 1997 relatif aux conditions d'accès à la profession de coiffeur	Autorisation, par un professionnel ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, à exercer, à titre permanent, le contrôle effectif et permanent de l'activité professionnelle de coiffure	Chambre de métiers et de l'artisanat	Chambre de métiers et de l'artisanat
Décret n° 98-246 du 2 avril 1998	Attestation de qualification professionnelle à exercer, le contrôle effectif et permanent de l'une des activités mentionnées au I de l'article 16 de la loi	Chambre de métiers et de l'artisanat	Chambre de métiers et de l'artisanat

	du 5 juillet 1996		
Décret n°99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage.	Dispense de durées de service en mer pour entrer en formation	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression	Renouvellement de la reconnaissance d'un service pour l'inspection d'établissements Industriels	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Décret 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression	Renouvellement de l'habilitation d'un organisme indépendant ou d'un organe d'inspection des utilisateurs chargés du contrôle des équipements sous pression	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Décret 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité	Transfert des autorisations d'exploiter une installation de production d'électricité	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Décret 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure	Agrément d'un organisme pour la vérification périodique des instruments de mesure	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	14 mois

Décret 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure	Désignation d'un organisme pour la certification d'examen de type ou pour la vérification primitive de niveau national	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	14 mois
Décret 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure	Attribution de marque	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	3 mois
Décret 2001-386	Renouvellement de l'habilitation d'un organisme de contrôle des équipements sous pression transportables	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Décret 2001-410 du 10 mai 2001 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat	Modification d'un certificat ouvrant droit à obligation d'achat	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Décret 2001-410 du 10 mai 2001 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat	Transfert d'un certificat ouvrant droit à obligation d'achat	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Décret 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	Dossier de définition de sécurité d'un système de transport guidé (STRMTG)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	3 mois
Décret n° 2003-1227 du 16 décembre 2003 relatif à l'habilitation des organismes de contrôle prévus à l'article L. 433-14 du code de l'énergie	Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité d'un réseau de distribution de Gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.	Reconduction de volontariat auprès de l'Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE).	Ministère de la défense	2 mois
Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.	Volontariat auprès de l'Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	Ministère de la défense	2 mois
Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.	Création ou domiciliation d'une association des volontaires pour l'insertion au sein d'un centre relevant de l'EPIDE	Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	2 mois
Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.	Réunion des volontaires pour l'insertion au sein d'un centre relevant de l'EPIDE	Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	2 mois
Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.	Cessation anticipée du volontariat pour l'insertion et du contrat de service	Ministère de la défense	2 mois
Décret n° 2005-958 du 9 août 2005	Enregistrement des distributeurs de carburants en acquitté	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Décret 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978	Délivrance d'une licence conforme à une licence type préalablement mise à disposition des personnes intéressées et comportant une définition de son objet et de ses bénéficiaires	Tout ministère	1 mois
Décret 2006-352 du 20 mars 2006	Autorisation d'emploi de compléments alimentaires	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret 2006-1118 du 5 septembre 2006 relatif aux garanties d'origine de l'électricité produite à partir de ressources d'énergie renouvelables ou par cogénération	Délivrance de garanties d'origine de l'électricité produite à partir de ressources d'énergie renouvelables ou par cogénération / transfert de ces garanties	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	- 30 jours pour le renouvellement de garantie, - 60 jours pour la première demande, - 30 jours supplémentaires si raccordement à un réseau autre que le réseau public de transport d'électricité
Décret 2006-1264 du 16 octobre 2006 relatif aux vitamines, substances minérales et autres substances employées dans la fabrication des denrées alimentaires	Autorisation d'emploi de vitamines, substances minérales et autres substances dans la fabrication des denrées alimentaires	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	6 mois

<p>Décret 2006-1264 du 16 octobre 2006 relatif aux vitamines, substances minérales et autres substances employées dans la fabrication des denrées alimentaires</p>	<p>Autorisation d'emploi de vitamines, substances minérales et autres substances dans la fabrication des denrées alimentaires</p>	<p>Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique</p>	<p>3 mois</p>
<p>Décret 2006-1279</p>	<p>Dérogation à la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité hors réseau transeuropéen (ministère des transports)</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 4 mois après la présentation du dossier + 2 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2 mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.</p>

<p>Décret 2006-1279</p>	<p>Renouvellement de l'autorisation en France des véhicules roulants conformes aux normes techniques européennes autorisées dans l'Union par l'EPSF</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 4 mois après la présentation du dossier + 2 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2 mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.</p>
<p>Décret 2006-1279</p>	<p>Renouvellement de l'autorisation en France des véhicules roulants non conformes aux normes techniques européennes autorisées dans l'Union par l'EPSF</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 2 mois après la présentation du dossier + 1 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2</p>

			mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.
Décret 2006-1474 du 11 décembre 2006 fixant les conditions d'application du III de l'article 158 D et du 2 de l'article 265 ter du code des douanes	Habilitation des entrepositaires agréés titulaires d'un entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures, et délivrance d'autorisation constitutive d'un entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
Décret 2007-446 du 25 mars 2007 fixant les mesures auxquelles doivent se conformer les distributeurs et les utilisateurs d'huiles végétales pure en application de l'article 265 quater du code des douanes	Enregistrement des distributeurs d'huiles végétales pures, non titulaires d'entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures,	Ministère des finances et des comptes publics	6 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité au profit d'un établissement français	intérieur	4 mois

décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Acceptation d'une libéralité consentie à un établissement de santé, social ou médico-social	intérieur	6 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition d'une libéralité au profit d'un Etat ou d'un établissement étranger	intérieur	12 mois
décret n°2007-2007 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Rescrit administratif constatant qu'une association a un but exclusif d'assistance, de bienfaisance, de recherche scientifique ou médicale	intérieur	4 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité consentie à une association culturelle	intérieur	4 mois

décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité consentie à une congrégation légalement reconnue ou autorisée	intérieur	4 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité consentie à un établissement public du culte en Alsace Moselle	intérieur	4 mois
décret n°2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Autorisation de l'acquisition à titre onéreux ou de l'aliénation par les établissements publics du culte en Alsace-Moselle de biens immeubles, de rentes ou valeurs	intérieur	2 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité consentie à une association inscrite de droit local en Alsace-Moselle	intérieur	4 mois

décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte	Autorisation relative aux opérations portant sur les droits réels immobiliers, emprunts, aliénation ou réemploi des biens mobiliers dépendant de la dotation ou du fonds de réserve d'une association ou d'une fondation reconnues d'utilité publique	intérieur	2 mois
décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Non-opposition à une libéralité consentie à une association inscrite de droit local en Alsace-Moselle	intérieur	4 mois
décret n°2007-2007 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Autorisation de l'acquisition ou de l'aliénation par les congrégations religieuses légalement reconnues ou autorisées de biens immeubles, de rentes ou valeurs	intérieur	2 mois
décret n°2007-2007 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil	Rescrit administratif constatant qu'une association est cultuelle	intérieur	4 mois

Décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base (INB) et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives	Approbation des conventions conclues entre exploitant d'une ICPE ou d'un IOTA dans le périmètre d'une INB et l'exploitant de l'INB	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation	Autorisation pour les fonds de dotation de faire appel à la générosité publique	intérieur	2 mois
Décret n°2009-450 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Polynésie française	Vente aux enchères publiques des armes et éléments d'armes des 1er et 4ème catégories en Polynésie française	Ministère de la défense	10 jours
Décret n°2009-451 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Nouvelle-Calédonie	Vente aux enchères publiques des armes et éléments d'armes des 1er et 4ème catégories en Nouvelle-Calédonie	Ministère de la défense	10 jours
Décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	Droit d'opposition à l'homologation des normes	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	Agrément des bureaux de normalisation sectoriels	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	Demande d'autorisation de réaliser en France un projet architectural déterminé sans inscription au tableau des architectes	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Décret 2009-1685	Autorisation de mise sur le marché transitoire de produits biocides - autorisation initiale	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	8 mois

Décret 2009-1685	Modification de l'autorisation de mise sur le marché transitoire de produits biocides, lorsque celle-ci porte sur le changement de classification, de conditionnement ou d'étiquetage, la commercialisation sous un autre nom commercial, la mise sur le marché sous une autre marque d'un produit lorsqu'il bénéficie d'une autorisation transitoire détenue par une autre personne.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	5 mois
Décret 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets	Notification à la Commission européenne d'organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité des produits aux législations sectorielles européennes	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
Décret n° 2011-813 du 5 juillet 2011 relatif aux conditions d'enregistrement en France des sociétés prestataires du service européen de télépéage	Inscription sur le registre français des prestataires du service de télépéage européen	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	2 mois
Décret 2011-993 du 23 août 2011 relatif au label de librairie de référence et au label de librairie indépendante de référence	Attribution du label de librairie de référence et du label de librairie indépendante de référence	Ministère de la culture et de la communication	4 mois

décret et l'article 3 de l'arrêté du 13 décembre 2011 relatif à l'agencement du débit de tabac	Rejet du plan et de l'aménagement du débit de tabac	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Décret 2012-655 du 4 mai 2012 et arrêté du 13 février 2013	Demande d'homologation pour les concours viticoles	Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique	2 mois
décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif	Agrément des certificats de qualification professionnelle des armuriers	intérieur	4 mois
Décret n° 2013-798 du 30 août 2013 relatif au régime des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste	Dérogation à la limitation du nombre d'inscriptions en 2ème cycle des études d'orthophonie	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

AUTRES TEXTES REGLEMENTAIRES NON-CODIFIES

Texte	Objet de la demande	Ministère	Délai de naissance de la décision
Loi du 18 Germinal an X (7 avril 1802), articles organiques pour les protestants	Non opposition à la désignation des inspecteurs ecclésiastiques et laïques dans l'église de la confession d'Augsbourg en Alsace et en Moselle	intérieur	2 mois
Ordonnance du roi du 25 mai 1844 portant règlement pour l'organisation du culte israélite	Agrément des membres laïques du consistoire israélite en Alsace et en Moselle	intérieur	2 mois

Ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles	Autorisation de changement d'affectation ou de démolition d'une salle de spectacles publics	Ministère de la culture et de la communication	6 mois
Ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles	Autorisation des baux d'immeubles à usage de spectacles, des locations, sous-locations et cessions de fonds de commerce d'entreprises de spectacles	Ministère de la culture et de la communication	2 mois
Instruction ministérielle du 15 juillet 1947 sur la réglementation des jeux dans les cercles	Autorisation de modifier le siège d'un cercle de jeux	intérieur	2 mois
Instruction ministérielle du 15 juillet 1947 sur la réglementation des jeux dans les cercles	Autorisation de modifier le contrat de jeux entre le directeur des jeux et le président du conseil d'administration d'un cercle de jeux	intérieur	2 mois
Arrêté du 10 mai 1954 "Suppression des commissions départementales de contrôle des prisonniers, déportés et internés et composition et conditions de fonctionnement de la commission départementale itinérantes pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle"	Titre d'incorporé de force dans l'armée allemande	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois

Arrêté du 8 août 1960 relatif aux aumôneries dans l'enseignement public	Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 7 juin 1973 "Attribution d'un titre aux Français d'Alsace et de Moselle qui se refusèrent à l'annexion de fait	Titre de patriote réfractaire à l'annexion de fait dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Arrêté du 2 août 1977	Approbation de liste de modifications des appareils en service proposées par le distributeur en cas de changement de gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	1 mois
Arrêté du 2 août 1977	Aménagement aux règles de sécurité applicables aux installations intérieures de gaz (modifications de règles préexistantes)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Arrêté du 24 mars 1978	Renouvellement de l'agrément d'un organisme délivrant des qualifications de Articles 16 et 17 bis 6 mois soudeurs et des qualifications de modes opératoires de soudage	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Article 4 de l'arrêté du 22 décembre 1978 fixant la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du CD	Agrément de station de distribution de mélange spécial de butane et de propane	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

Arrêté du 22 décembre 1978 relatif à la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes	Autorisations ponctuelles d'incorporation de pétrole lampant en acquitté dans du gazole ou du fioul domestique	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 22 décembre 1978 susmentionnés	Autorisation de stations de compression des gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 22 décembre 1978 susmentionnés	Autorisation de commercialisation et d'utilisation pour la carburation de petites quantités d'essences plombées destinées à être utilisées pour des véhicules de collection d'un type caractéristique et à être distribuées par des groupes d'intérêt commun.	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 2 mai 1984 "Reconnaissance de la qualité d'incorporé de force dans les formations paramilitaires allemandes"	Titre d'incorporé de force dans les formations paramilitaires allemandes	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Arrêté du 10 juillet 1985 concernant l'attribution d'un titre d'évadé	Titre d'évadé	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	6 mois
Arrêté du 29 novembre 1985 portant création du titre de personne transférée en pays ennemi	Titre de personne transférée en pays ennemi	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	2 mois

Arrêté du 29 avril 1988 fixant la réglementation et la liste des capacités de médecine	Dispense de l'examen probatoire et octroi d'aménagements d'études en vue de la préparation de la capacité de médecine	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 4 octobre 1988 relatif à l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie par les titulaires d'un diplôme étranger de pharmacien ou d'un diplôme d'université de pharmacien	Dispenses de scolarité en vue de l'obtention du diplôme d'État de docteur en pharmacie	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	4 mois
Arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares	Autorisation en faveur des entreprises qui souhaiteraient dispenser elles-mêmes la formation des salariés intervenant en milieu hyperbare	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes et arrêté du 27 juillet 2004 relatif au contrôle technique des poids lourds	Agrément des organismes d'audits de contrôleurs et de centres de contrôle technique de véhicules	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois
Arrêté du 18 juin 1991 et de l'arrêté du 27 juillet 2004	Approbation des programmes de formation des contrôleurs et des exploitants de centres de contrôle technique de véhicules	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	4 mois

Arrêté du 12 août 1991	Renouvellement de la désignation d'un organisme chargé de mettre en œuvre les procédures d'attestation de la conformité des appareils à gaz	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Arrêté du 8 juillet 1992 (NOR : INTE 92.00314.A) - Titre 2 - Chapitre 1	Renouvellement de l'agrément national des associations de formation aux premiers secours	intérieur	2 mois
Arrêté du 8 juillet 1992 (NOR : INTE 92.00314.A) - Titre 2 - Chapitre 2	Renouvellement de l'agrément départemental des associations de formation aux premiers secours	intérieur	2 mois
Arrêté 93-196 du 9 juillet 1993 fixant le durée du travail dans le territoire des îles Wallis et Futuna	Autorisation de dérogation temporaire à la durée du travail effectif au-delà de la durée légale	Ministère des Outre-mer	30 jours
Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R. 235-3-18 du code du travail	Dérogation à l'accès par chaque niveau au travers d'un local d'attente servant de refuge lorsqu'un ascenseur dessert un bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres du sol mais ne constituant pas un immeuble de grande hauteur au sens de l'article R122-2 du Code de la construction	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social	2 mois
Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n°89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse	Dispense de l'examen d'aptitude technique et reconnaissance d'équivalence d'unités de valeur pour la formation préparatoire au diplôme d'état de	Ministère de la culture et de la communication	6 mois

	professeur de danse		
Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n°89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse	Reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n°89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse	Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n°89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse	Habilitation à dispenser la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse	Ministère de la culture et de la communication	10 mois
Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément	Habilitation des centres d'information sur les droits des femmes, en vue de bénéficier des subventions mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 14 février 1997	Ministère des affaires sociales et de la santé et des droits des femmes	4 mois
Arrêté du 17 juin 1998 relatif au recensement et à la participation des français de l'étranger à l'appel de préparation à la défense	Report de convocation à la "journée défense et citoyenneté"	Ministère des affaires étrangères et du développement international	2 mois

<p>Arrêté du 8 janvier 2001 fixant les conditions d'agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter, à titre onéreux, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.</p>	<p>Agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 9 avril 2001 relatif à la liste des épreuves du baccalauréat général pour les candidats titulaires d'une série de ce diplôme ou d'un baccalauréat de l'enseignement du second degré</p>	<p>Dispense d'épreuves à l'examen dans une série du baccalauréat général</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 7 juin 2002</p>	<p>Renouvellement de la reconnaissance d'un organisme de contrôle des installations gaz dans les véhicules habitables de loisirs</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>6 mois</p>

<p>Arrêté du 8 juin 2004 relatif aux conditions d'attribution d'autorisations de plantation nouvelle de vignes au titre de l'expérimentation pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée</p>	<p>Autorisation de plantation nouvelle de vignes à titre expérimental pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée</p>	<p>Ministère de l'agriculture, de l'alimentaire et de la forêt</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 30 juin 2004 relatif à l'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle</p>	<p>Agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle</p>	<p>Ministère de la culture et de la communication</p>	<p>6 mois</p>
<p>Arrêté du 22 septembre 2004 fixant la liste et la réglementation des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine</p>	<p>Dérogation au nombre de stages à accomplir au cours du troisième cycle des études médicales</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 22 septembre 2004 fixant la liste et la réglementation des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine</p>	<p>Dérogation au nombre de stages à accomplir au cours du troisième cycle des études médicales</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>

Règlement CE n° 1982/2004 de la Commission du 18 novembre 2004 et 113/2010 de la Commission du 9 février 2010.	Autorisation d'ensemble industriel dans les relations intracommunautaires et avec les pays tiers.	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 2 août 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière	Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation	Ministère des affaires sociales et de la santé	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Dérogation à la durée maximale de dix-huit mois entre la fin de la session de formation générale et le début du stage pratique de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Prorogation de la durée totale maximale de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Dispense de la session d'approfondissement de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois

Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Dispense de la session de qualification de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Inscription à la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs par dérogation aux conditions fixées par l'article 7 du décret n° 87-716 du 28 août 1987 modifié	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Dérogation à la durée maximale de dix-huit mois entre la fin de la session de formation générale et le début du premier stage pratique de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	Prorogation de la durée totale maximale de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois

<p>Arrêté du 25 juin 2007 relatif à l'habilitation des organismes de formation aux modalités d'organisation des sessions de formations conduisant aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueil collectifs de mineurs</p>	<p>Habilitation des organismes de formation préparant au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur et au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur</p>	<p>Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports</p>	<p>6 mois</p>
<p>Arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1)</p>	<p>Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » (PSE 1)</p>	<p>Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>

Arrêté du 14 novembre 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2)	Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	intérieur	2 mois
Arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux conditions d'exercice de la profession de professeur de danse applicables aux ressortissants d'un état membre de la Communauté européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Reconnaissance de qualifications professionnelles en vue du libre établissement pour exercer la profession de professeur de danse en France	Ministère de la culture et de la communication	4 mois
Arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	Autorisation d'inscription à l'examen de certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	intérieur	2 mois
Arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité	Autorisation de prendre en compte de l'accord de refinancement dans le calcul des coefficients de liquidité	Ministère des finances et des comptes publics	3 mois
Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies Terrestres	Renouvellement de l'habilitation d'un organisme effectuant des certifications par délégation de l'autorité compétente	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	9 mois

Arrêté du 28 octobre 2009 relatif à la première année commune aux études de santé	Dérogation aux mesures de réorientation au cours de la 1ère année commune des études de santé	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 28 octobre 2009 relatif à la première année commune aux études de santé	Dérogation au nombre d'inscription en 1ère année commune des études de santé	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant	Autorisation de transport sous température non dirigée de produits de la pêche initialement congelés	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant	Autorisation de détention et de désossage de viande bovine contenant de l'os vertébral	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère – demande initiale	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois

Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère – Renouveaulement	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs	Habilitation des organismes délivrant les certificats de formation dans le domaine des produits explosifs	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	1 an
arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3,4 et 6 du décret n° 2010-580	Agrément des organismes de formation des artificiers	intérieur	6 mois
Arrêté du 28 juin 2010 établissant les normes minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande– Directive n°2007/43, art 4	Agrément de l'organisme formateur au certificat d'éleveur professionnel de poulet de chair	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Arrêté du 28 juin 2010 établissant les normes minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande – Directive n°2007-43, art 4	Obtention du certificat professionnel d'éleveur de poulet de chair	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Arrêté du 29 octobre 2010	Autorisation d'ensembles industriels dans les relations intracommunautaires (Règlement	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois

	1982/2004) et dans les relations pays tiers (Regl 113/2010)		
Arrêté du 29 octobre 2010	Etablissements de monnaie électronique- franchisements de seuils à la hausse et à la baisse	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 29 octobre 2010	Etablissements de paiement (éléments figurant aux art. 6 à 10 de l'arrêté du 29/10/2009)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Arrêté du 20 janvier 2011 pris en application de l'article 6 du décret n°73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession et abrogeant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 5-1 du même décret	Admission à se présenter à l'examen d'aptitude	Ministère de la justice	4 mois
Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes	Dérogations temporaires de longue durée à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie	6 mois
Arrêté du 9 novembre 2011 fixant les conditions d'utilisation de la marque « Programme national nutrition santé	Autorisation d'utilisation de la marque « Programme national nutrition santé »	Ministère des affaires sociales et de la santé	4 mois

<p>Arrêté du 6 décembre 2011 relatif à la formation et aux missions de la personne spécialisée en radiophysique médicale et à la reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants étrangers pour l'exercice de ces missions en France</p>	<p>Libre prestation de services par une personne spécialisée en radiophysique médicale, ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, qui est établie et exerce légalement les fonctions de la personne spécialisée en radiophysique médicale dans un Etat, membre ou partie</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé</p>	<p>1 mois à compter de la réception de la déclaration et un mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle, ou 2 mois à compter de la réception de la déclaration si le dossier doit être complété et un mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle</p>
<p>Arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique</p>	<p>Aménagement de l'épreuve d'éducation physique et sportive en contrôle en cours de formation (inaptitude partielle ou handicap)</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	

<p>Arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique</p>	<p>Aménagement de l'épreuve d'éducation physique et sportive (sportifs de haut niveau, espoirs ou partenaires d'entraînement)</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 28 décembre 2011 relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier</p>	<p>Agrément des centres de formation, organisateurs des examens pour l'obtention des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur routier</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>3 mois</p>
<p>Arrêté du 11 avril 2012 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski alpin</p>	<p>Agrément en qualité de centres de formation des écoles de ski, des structures fédérales d'entraînement de la fédération française de ski et des conseillers de stage, afin d'accueillir les stages pédagogiques compris dans le cursus de formation au diplôme d'Etat de ski - moniteur national de ski alpin</p>	<p>Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports</p>	<p>2 mois</p>

<p>Arrêté du 13 juillet 2012 relatif aux conditions de production et de mise sur le marché de lait cru de bovinés, de petits ruminants et de solipèdes domestiques remis en l'état au consommateur final, article 3</p>	<p>Autorisation de produire et de mettre sur le marché du lait cru de bovinés, de petits ruminants et de solipèdes domestiques remis en l'état au consommateur final</p>	<p>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</p>	<p>4 mois</p>
<p>Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux conditions de délivrance du certificat de compétence concernant la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort</p>	<p>Obtention du certificat de compétence concernant la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort</p>	<p>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs »</p>	<p>Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation »</p>	<p>Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>

Arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours »	Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	intérieur	2 mois
Arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques »	Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	intérieur	2 mois
Arrêté du 11 mars 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de sage-femme	Dérogation au nombre d'inscriptions au cours du deuxième cycle des études en sciences maïeutiques	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire	Dérogation au nombre d'inscriptions en vue du diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire	Dérogations au délai pour présenter la thèse en vue du diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois

Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du premier et du deuxième cycle des études médicales	Dérogation au nombre d'inscriptions en vue du diplôme de formation approfondie en sciences médicales	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Arrêté du 26 avril 2013 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski nordique de fond	Agrément en qualité de centres de formation des écoles de ski, des structures fédérales d'entraînement de la fédération française de ski et des conseillers de stage, afin d'accueillir les stages pédagogiques compris dans le cursus de formation au diplôme d'Etat de ski - moniteur national de ski nordique de fond	Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports	2 mois
Arrêté du 2 mai 2013	Etablissements de monnaie électronique (éléments figurant aux art. 6 à 10 de l'arrêté du 02/05/2013)	Ministère des finances et des comptes publics	2 mois
Règlement intérieur du cercle national des armées	Adhésion en qualité de membre au Cercle national des armées, s'agissant des personnes n'ayant pas la qualité de militaire officier ou de personnel civil de catégorie A relevant du ministère de la défense.	Ministère de la défense	2 mois

<p>Arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et "sciences et techniques de gestion" (STG) du baccalauréat technologique</p>	<p>Conservation de notes obtenues respectivement dans les séries ST2S et STG du baccalauréat technologique avant la session 2014.</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et "sciences et techniques de gestion" (STG) du baccalauréat technologique</p>	<p>Autorisation de bénéficier d'une nouvelle préparation à l'examen du baccalauréat technologique dans les séries ST2S ou STMG</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et "sciences et techniques de gestion" (STG) du baccalauréat technologique</p>	<p>Dispenses d'épreuves pour le candidat bénéficiant des possibilités prévues par l'article 1er ou par l'article 2 de l'arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et "sciences et techniques de gestion" (STG) du baccalauréat technologique</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>

<p>Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général ou technologique pour les candidats qui changent de série ou de voie de formation</p>	<p>Dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général et technologique pour un candidat scolarisé immédiatement avant sa classe terminale dans une classe de première ou terminale d'une série technologique ou dans une classe de la voie professionnelle</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la dispense de certaines épreuves du baccalauréat général ou technologique pour les candidats qui changent de série ou de voie de formation</p>	<p>Dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général et technologique pour un candidat scolarisé immédiatement avant sa classe terminale dans une classe de première ou terminale d'une autre série générale ou technologique</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>

<p>Règlement délégué (UE) n°179/2014 de la commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l'aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique, l'exonération de droits à l'importation pour certains bovins et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l'agriculture dans les régions ultrapériphériques de l'Union</p>	<p>Enregistrement des opérateurs souhaitant exercer une activité économique dans le cadre du régime spécifique d'approvisionnement du programme POSEI France</p>	<p>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 5 décembre 2013 relatif à l'organisation des examens, des concours et à l'obtention des titres et diplômes de formation professionnelle maritime</p>	<p>Dispense de durées de service en mer pour entrer en formation</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>	<p>2 mois</p>

<p>Arrêté du 12 décembre 2013 relatif à l'encadrement des accueils de loisirs organisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs</p>	<p>Autorisation d'exercice, à titre dérogatoire, des fonctions de direction des accueils de loisirs organisés, pour l'encadrement des enfants scolarisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe, pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs</p>	<p>Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master</p>	<p>Aménagement de la formation pour les salariés, chargés de famille, étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative</p>	<p>Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 18 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique en eaux intérieures »</p>	<p>Agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>
<p>Arrêté du 19 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique sur le littoral »</p>	<p>Agrément des référentiels internes de formation et de certification</p>	<p>intérieur</p>	<p>2 mois</p>

Arrêté du 20 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur sauvetage aquatique en milieu naturel »	Agrément des référentiels internes de formation et de certification	intérieur	2 mois
Règlement intérieur général de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Accès de personne extérieure au site de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	2 mois
Règlement intérieur "Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation" de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Inscription à des formations académiques de substitution des élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	2 mois
Règlement intérieur "Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation" de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Préparation d'un master 2 auprès de l'Université de Bretagne occidentale par les élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ministère de la défense Secrétariat d'Etat aux anciens combattants	2 mois
Règlement intérieur "Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation" de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées ParisTech	Préparation d'un master 2 en substitution de la formation du cycle ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées ParisTech	Ministère de la défense	2 mois

Règlement intérieur "Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation" de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées ParisTech	Inscription à des formations académiques de substitution des élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées ParisTech	Ministère de la défense	2 mois
Cahier des charges SIQO	Autorisation de dérogation collective ou individuelle prévue dans un cahier des charges (signes de la qualité et de l'origine)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Règlements intérieurs des établissements d'enseignement supérieur agricoles	Autorisations relatives à la scolarité (interruption d'études, passage en année supérieure, sélection pour un stage à l'étranger...)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Règlements intérieurs des établissements d'enseignement technique agricoles	Autorisations relatives aux études et à la vie dans l'établissement	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Arrêtés ou circulaires d'ouverture des examens	Autorisation d'inscription aux examens (étudiants, élèves, stagiaires et apprentis)	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois
Règlements intérieurs des établissements d'enseignement supérieur agricoles	Autorisation de mutation entre les établissements d'enseignement supérieur agricole publics	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois à compter de la date limite de dépôt des demandes de mutation prévue par la réglementation interne des établissements
Règlement intérieur d'un établissement	Autorisation d'accès et d'utilisation des locaux et des biens d'un établissement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement	2 mois

	d'enseignement supérieur par les usagers du service public de l'enseignement supérieur	supérieur et de la recherche	
Règlement intérieur d'un établissement	Domiciliation d'associations d'usagers du service public de l'enseignement supérieur dans les locaux de l'établissement	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Règlement intérieur d'un établissement	Diffusion de documents par des usagers du service public de l'enseignement supérieur	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Règlement intérieur d'un établissement	Organisation d'une mission d'un usager dans le cadre d'une activité de formation ou de recherche	Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 mois
Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	Accueil ou rencontre à l'intérieur de la structure de personnes extérieures à celle-ci	Ministère de la justice	2 mois
Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	Sortie de la structure dans le cadre des autorisations définies par le cadre judiciaire	Ministère de la justice	2 mois
Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	Soins ou accompagnement à leur mise en place	Ministère de la justice	2 mois

Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	Entretien avec le directeur de la structure ou tout personnel de l'établissement ou du service	Ministère de la justice	2 mois
Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	Restitution d'objets personnels déposés à l'arrivée dans la structure	Ministère de la justice	2 mois
Clause-type 5	Autorisation des augmentations de capital des SA HLM (SVA)	Ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité	